JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER. 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
Compte cheque postal. 9063 13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 2^e Législature

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1962 - 1963

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 29^e SÉANCE

1^{re} Séance du Vendredi 18 Janvier 1963.

SOMMAIRE

1. — Nomination de membres de commissions (p. 1124).
2. — Comité de contrôle du Fonds forestier national. — Nomination de deux membres (p. 1124).
3. — Loi de finances pour 1963 (2^e partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 1124).

Articles 12 à 29 et états B et C (suite).

Affaires culturelles.

M. Beauguitte, rapporteur spécial ; Marcenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; Ribadeau Dumas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (cinéma).

MM. Bisson, Davoust, Jean Moulin, Boutard, Collette, Grenier, Ramette, Malguy, de la Malène.

M. Mairaux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

Etat B.

Titre III.

MM. Jean Moulin, Grenier, le ministre chargé des affaires culturelles.

Adoption des crédits du titre III et du titre IV de l'état B.

Etat C. — Adoption des crédits des titres V et VI.

* (2 f.)

Services financiers.

Rappel au règlement : MM. Souchal, le président.

MM. Sanson, rapporteur spécial ; Kasperett, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges (commerce intérieur) ; Fouchier, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges (commerce extérieur).

M. Lamps.

M. Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques.

Etats B et C. — Adoption des crédits des titres III, IV et V.

Art. 54. — Adoption.

M. Vallon, rapporteur général.

L'article 55 est réservé ainsi que l'amendement n° 38.

Articles 18 et 19 (suite).

Imprimerie nationale.

M. Sallé, rapporteur spécial.

Adoption des crédits du budget annexe de l'Imprimerie nationale.

Renvoi de la suite du débat budgétaire.

4. — Ordre du jour (p. 1146).

PRESIDENCE DE M. RAYMOND SCHMITTEIN,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

NOMINATION DE MEMBRES DE COMMISSIONS

M. le président. Le groupe de l'Union pour la nouvelle République-Union démocratique du travail a désigné :

1° Pour siéger à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales :

M. Tomasini, pour remplacer M. Coumaros et MM. Chalopin, Lathière, Mme Launay et M. Touret ;

2° Pour siéger à la commission des affaires étrangères :

M. Guillermin, pour remplacer M. Baudoin, et MM. Coumaros, Dusseaux, Mer et Sagette ;

3° Pour siéger à la commission de la défense nationale et des forces armées :

MM. Fric, Karcher et Paul Rivière ;

4° Pour siéger à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République :

M. Baudoin, pour remplacer M. Duillard, M. Brousset pour remplacer M. Clerget, M. Girard, pour remplacer M. Guillermin.

M. Gorge, pour remplacer M. Mer, M. Lecornu, pour remplacer M. Paul Rivière, M. Moussa, pour remplacer M. Karcher,

M. Pezout, pour remplacer M. Sagette, M. Rocher, pour remplacer M. Tomasini, M. Trémollières, pour remplacer M. Perrot. et M. Tricon, pour remplacer M. Bécue ;

5° Pour siéger à la commission de la production et des échanges :

MM. Bécue, Clerget, Ducap, Duillard et Rousselot.

Ces candidatures ont été affichées le 17 janvier 1963 et publiées à la suite du compte rendu de la troisième séance du même jour et au *Journal officiel* du 18 janvier 1963.

Elles seront considérées comme ratifiées et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

— 2 —

COMITE DE CONTROLE DU FONDS FORESTIER NATIONAL

Nomination de deux membres.

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination de deux membres du comité de contrôle du fonds forestier national.

Les candidatures de MM. Grussenmeyer et Loustau ont été affichées le 17 janvier 1963 et publiées à la suite du compte rendu de la troisième séance du même jour et au *Journal officiel* du 18 janvier.

Elles seront considérées comme ratifiées et la nomination prendra effet, à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

Avis en sera donné à M. le Premier ministre.

— 3 —

LOI DE FINANCES POUR 1963 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2^e partie) (n^o 22, 25).

[Articles 12 à 29 (suite).]

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère des affaires culturelles.

AFFAIRES CULTURELLES

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils.

(Mesures nouvelles.)

« Titre III : + 7.768.644 francs ;
« Titre IV : + 5.526.200 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses, en capital, des services civils.

(Mesures nouvelles.)

TITRE V. — INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 114.750.000 francs ;
« Crédit de paiement, 24.250.000 francs. »

TITRE VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDEES PAR L'ÉTAT

« Autorisation de programme, 23.425.000 francs ;
« Crédit de paiement, 1.100.000 francs. »

Ce débat a été ainsi organisé :

Gouvernement, 45 minutes ;

Commissions, 45 minutes ;

Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 45 minutes ;

Groupe socialiste, 10 minutes ;

Groupe du centre démocratique, 10 minutes ;

Groupe communiste, 10 minutes ;

Groupe du rassemblement démocratique, 5 minutes ;

Groupe des républicains indépendants, 5 minutes ;

Isolés, 5 minutes.

La parole est à M. Beauguitte, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, pour les affaires culturelles et le cinéma.

M. André Beauguitte, rapporteur spécial. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, je ne vous imposerai pas l'audition d'une analyse chiffrée des crédits concernant les affaires culturelles. Le rapport que j'ai rédigé a été distribué en temps voulu et vous avez entre les mains le texte dans lequel j'ai étudié dans tous leurs détails les divers crédits qui composent ce budget.

J'indiquerai d'abord que le budget des affaires culturelles est dominé par trois thèmes essentiels : rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité et de la France, assurer la plus vaste audience au capital culturel de notre pays, favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit.

Le budget dont nous nous préoccupons en ce moment s'élève à 298.778.000 francs, soit une augmentation de 32 millions par rapport à celui de 1962, ce qui représente une majoration de 12 p. 100. Si l'on considère que le budget général est en augmentation de 10 p. 100, il faut admettre que les crédits consacrés aux affaires culturelles occupent une bonne place dans la progression générale des crédits. L'augmentation des dépenses en capital est importante en pourcentage. Elle est de 47 p. 100.

Ce sera pour moi l'occasion, dès le début de cet exposé, de rendre hommage à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, qui a défendu avec autorité ses demandes de crédit devant M. le ministre des finances et des affaires économiques.

Le ministre dispose de deux moyens d'action pour diriger les affaires culturelles de la France. Le premier est une loi de programme votée en 1962, dont l'étendue est limitée puisqu'elle concerne uniquement les sept ensembles monumentaux essentiels de notre pays que sont les Invalides, Vincennes, Chambord, Reims, Fontainebleau, Versailles et le Louvre.

Si l'on considère que la France compte vingt-cinq mille bâtiments et monuments classés, il est bien évident qu'il est nécessaire d'obtenir des crédits hors programme pour étendre l'action actuellement entreprise.

Le plan avait prévu un crédit global de 453 millions de francs pour l'œuvre que je viens d'évoquer et un crédit de 26 millions pour la modernisation des archives.

Après ces considérations, que permet d'obtenir le budget de 1963 par rapport aux obligations, aux nécessités qui s'imposent au ministère des affaires culturelles ?

Pour les dépenses d'entretien, un crédit de 21 millions est affecté aux monuments historiques, ce qui ne représente qu'une augmentation de 1,5 p. 100 par rapport à l'année 1962. Pour les bâtiments et les palais le crédit s'élève à 34 millions à répartir entre les vingt-cinq mille bâtiments et monuments classés, ce qui représente une somme bien faible pour chacun d'eux. Pour l'équipement, c'est-à-dire la restauration et le développement, la tranche 1963 de la loi de programme est dotée de 40 millions de francs. Ce chiffre — je le souligne en passant — est peut-être l'un des rares qui semble satisfaisant. Par contre, dans le domaine de la planification hors programme, la situation est plus inquiétante. Le crédit accordé est de 58 millions de francs. Il représente 75 p. 100 des 78 millions qui avaient été demandés. L'œuvre à accomplir avec ce crédit trop réduit est pourtant de première importance, puisqu'elle concerne tout ce qui se situe en dehors des sept ensembles monumentaux dont j'ai parlé : l'Opéra, le parterre de Maisons-Laffitte, les abords du palais de Rambouillet, et aussi les sites classés.

J'ajoute que les monuments endommagés par faits de guerre, dont la commission des finances s'était préoccupée en 1962, ne bénéficient que d'un crédit de 16 millions, le même que l'an dernier. Il ne pourra donc pas être fait état de l'accélération des travaux que la commission des finances et le Parlement avaient souhaitée dans ce domaine.

Pour la première fois, un crédit destiné à l'équipement des fouilles est inscrit au budget. Il est de 1.100.000 francs au lieu de 1.500.000 francs demandé par le plan.

Là encore, la réduction de crédit par rapport au plan est assez sensible alors que pourtant l'œuvre à accomplir demeure considérable. Ce crédit permettra en tout cas de procéder aux travaux nécessaires dans deux circonscriptions archéologiques, celle de Marseille et celle de Toulouse, en particulier dans la première où il importe de préserver certains gisements sous-marins qui ont tendance à disparaître depuis le développement de la pêche sous-marine que pratiquent les estivants.

En ce qui concerne les archives, le plan est à peu près suivi. Le crédit qui est inscrit à ce budget s'applique simplement à la continuation de l'équipement des archives nationales, à la reconstitution des archives de la ville de Paris et de la Seine, quai Henri-IV, et aux tâches qui découleront du retour en France des archives ramenées d'Algérie.

En conclusion de mon étude sur cette première section du budget, je dirai que le plan — les archives mises à part — n'est pas respecté. Cependant, ses auteurs ont considéré qu'ils ne sollicitaient qu'un extrême minimum ; dans la pensée des membres de la commission de l'équipement culturel, il ne s'agissait que d'un plan intérimaire.

Le résultat des réductions opérées est que, malgré l'effort du ministère, la situation de notre patrimoine immobilier et mobilier historique ne s'améliore pas.

On ne peut alors que regretter, chaque fois que l'on aborde une section du budget, le retard qui est pris par rapport au plan. Or, vous le constaterez au fur et à mesure que j'avancerai dans mes conclusions, trop souvent la différence s'avèrera flagrante entre les chiffres du plan et ceux du budget.

J'arrive maintenant, mes chers collègues, au deuxième thème qui domine le budget de 1963 : assurer une plus vaste audience à notre patrimoine culturel. La pensée de M. Malraux est que la culture doit être vivante, acquise par le plus grand nombre possible d'individus, c'est-à-dire qu'elle se traduise par une fréquentation accrue des musées, des théâtres et des maisons de la culture qui seront créés.

Or, la commission d'équipement culturel du plan a signalé la dégradation chaque jour aggravée des musées existants. Il fallait, sur quatre ans, 95 millions de francs. Nous ne sommes pas encore sur le point de parvenir à l'équilibre que nous souhaitons dans ce domaine, bien que, je tiens à le dire, des améliorations aient été apportées dans le cadre des moyens techniques et sur le plan social à la faveur d'une tranche de 15 millions sur les 20 qui étaient demandés. Le personnel de gardiennage bénéficiera en particulier d'une amélioration. L'aménagement de la pyramide des grades du personnel, sollicité avec insistance par les milieux intéressés est acquise ainsi qu'un renforcement des effectifs dans les ateliers des musées.

La réunion des musées nationaux va bénéficier à nouveau de l'autonomie financière qui, supprimée il y a quelques années, avait été remplacée par un régime de subventions, lesquelles étaient bien inférieures aux rentrées procurées par les expositions et au produit des droits effectivement perçus à l'entrée de nos différents musées nationaux.

Grâce au retour à l'autonomie financière dont s'est occupé M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles la réunion des musées nationaux pourra de nouveau acquérir des œuvres d'art qui enrichiront ses collections et jouer ainsi, sous tous ses aspects, le rôle culturel qui lui est dévolu.

Sont également prévus des crédits relatifs à l'organisation d'une exposition pour le centenaire de la mort d'Eugène Delacroix. Celle-ci aura, je l'espère, le retentissement qui convient. Autre mesure encore : la création d'un nouveau chapitre de subventions destinées à favoriser les expositions françaises à l'étranger et étrangères en France.

J'en arrive maintenant, mes chers collègues, à la partie du budget qui concerne l'équipement.

Les crédits destinés à différentes opérations individualisées ont subi une réduction assez sensible par rapport au plan. C'est le cas du musée d'art africain, du musée Guimet et du musée de l'art moderne, pour lesquels nous n'avons évidemment pas les crédits nécessaires. Ceux-ci se montent à 15 millions au lieu de 20.

Quant aux musées de province, leur position est bien plus médiocre encore puisque, selon les prévisions du budget, il ne sera possible d'entreprendre des travaux que dans treize d'entre eux alors qu'on en compte 800, considérés, pour la plupart, comme surannés.

Telle est la situation pour les musées.

J'en arrive maintenant au théâtre et à l'action culturelle.

Le plan avait prévu 128 millions en quatre ans. La tranche 1963 doit atteindre 40 millions. Elle se limite à 21. Là aussi l'insuffisance est considérable.

Il convient de souligner que le fonctionnement de la Comédie-Française, du Théâtre national populaire et du théâtre de France s'est amélioré. Celui de l'Opéra et plus spécialement de l'Opéra-Comique demeure plus critique. Pour ce dernier — je le dis en passant — la fréquentation n'est que de 39 p. 100, chiffre bien faible, qui oblige l'Etat à verser une subvention importante, 20 millions de francs, pour couvrir le déficit. Il faudra dans ce domaine procéder, entre autres, à des économies de gestion qui, je le crois, sont possibles.

Pour les théâtres privés de Paris, le crédit de 300.000 francs inscrit au budget de 1962 a été reconduit. A ce sujet j'ai reçu une lettre du président du syndicat des directeurs des théâtres de Paris qui me demande d'insister pour qu'il soit procédé au plus tôt à la réforme profonde de la fiscalité théâtrale. Il serait urgent d'obtenir sans délai le doublement des paliers de recettes mensuelles pour rester simplement dans l'esprit du texte et conserver le bénéfice du décret de 1955. La fiscalité qui pèse sur l'exploitation des théâtres est évidemment trop lourde, compte tenu de l'augmentation des charges : salaires, patente, décors, costumes, etc. Personne ne saurait le contester. Les services officiels doivent accélérer l'action qu'ils ont entreprise pour remédier à cette anomalie.

J'en arrive aux maisons de la culture, œuvre à laquelle s'attache plus particulièrement le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Cette innovation est appelée à un réel succès dans notre pays. Il s'agit de créer vingt maisons de la culture d'ici 1965. Il en existe au Havre un prototype qui semble remarquable. La formule a évidemment été jugée très intéressante, puisque quarante demandes de création ont été adressées au ministère. Plusieurs de ces créations auront lieu dans les années à venir à Caen, Bourges, Saint-Etienne, Amiens, Toulouse, Marseille, Rennes, Nevers, Villeurbanne et Sarcelles. Nous serons en mesure d'ici 1965 d'apprécier les résultats acquis.

Très opportunément, le ministre a pensé qu'il convenait, pour assurer l'encadrement de ces maisons, de créer un centre de diffusion culturelle et un centre d'essai et de formation. Nous avons effectivement besoin de cadres et l'on ne peut que regretter que, sur les neuf millions de francs demandés, deux millions et demi seulement aient été accordés pour la construction et l'aménagement de ces centres.

Je parlerai maintenant, en quelques mots, des festivals.

Ce troisième moyen d'action convient parfaitement à nos départements. Si j'en juge par ce qui se passe dans mon propre département, situé aux frontières belge et luxembourgeoise, des villes, même relativement peu importantes, organisent de très beaux festivals de musique, auxquels elles convient des sociétés de la région ou même, de pays voisins, ce qui constitue une admirable propagande en faveur de la musique populaire française.

Mais la part de subvention accordée pour l'organisation de ces festivals de musique devrait être supérieure à celle qui est prévue et qui n'est que de 10 p. 100 de la dotation générale des festivals. Je me permets d'insister particulièrement sur ce point auprès de M. le ministre qui, d'ailleurs, accomplit là une œuvre constructive.

Revenant encore à l'enseignement de la musique, de la peinture et de la sculpture, je précise que les crédits s'élèvent à 21 millions au lieu des 40 millions prévus par le plan. Cette amputation importante est d'autant plus regrettable que les quarante-cinq municipalités qui consentent un effort en faveur de l'enseignement de la musique populaire ne bénéficient que d'un très modeste encouragement. Elles ont dépensé, en 1962, 17 millions et l'Etat ne leur a remboursé que 980.000 francs. Quoi qu'il en soit, l'action du ministre est décisive dans certains domaines, quelle que soit la faiblesse des dotations. C'est le cas dans la réforme de l'enseignement de l'architecture avec une orientation marquée de crédits nouveaux.

Pour l'enseignement de l'architecture des postes de professeurs seront créés dans des écoles nationales établies au chef-lieu des régions, une dizaine environ. La première est prévue à Strasbourg. Ensuite il en sera créée une à Lille, à Lyon, etc.

L'école des beaux-arts demeurera une école nationale et lui sera adjointe une école supérieure de l'architecture. La décentralisation opérée au profit des grandes régions de notre pays est heureuse.

Nous voyons aussi figurer au budget un crédit de 2 millions de francs qui fait l'objet d'un article nouveau sous la rubrique : « Subvention aux activités artistiques ». Il est destiné à l'achat d'œuvres d'art. Ce crédit n'est sans doute pas très important, mais il convient de remarquer qu'il n'existait pas jusqu'ici. On ne peut donc qu'être satisfait de le voir inscrit, pour la première fois au budget.

Dans l'immédiat, ce crédit permettra l'achat d'œuvres pour le musée d'art africain et océanique dont les vestiges tendent à disparaître.

Le crédit pour l'achat d'œuvres aux artistes vivants est réduit de 150.000 F sur un montant de 900.000 F. Je veux espérer que, dans le cas où les achats effectués pour le musée d'art africain et océanique n'absorbent pas la totalité de la dotation, un transfert de crédit pourra être opéré au profit de l'achat d'œuvres à des artistes vivants, à la suite des économies demandées par le Gouvernement.

Voilà mes chers collègues, une étude englobant toutes les sections du budget des affaires culturelles qui doit permettre au ministre de mettre en œuvre, dès 1965, un véritable plan de développement culturel de notre pays.

Nous ne pouvions pas prétendre aller trop vite dans un domaine très vaste. Nous ne devons pas oublier, en effet, que de 1900 à 1959, rien ou presque rien n'avait été entrepris dans le domaine culturel et artistique, si ce n'est grâce à l'action de quelques mécènes. Mais n'est-il pas regrettable de devoir s'en remettre uniquement à des mécènes et à la charité française ou étrangère pour préserver un patrimoine qui appartient à la France entière et à toutes les générations ?

La sauvegarde de ce patrimoine incombe à l'État. Nous ne pouvons que déplorer la modicité de la somme inscrite à nos budgets, depuis cinquante ans, pour l'accomplissement de cette œuvre nationale.

La promotion artistique et culturelle sera-t-elle atteinte en 1965 ?

Faute de quelques milliards d'anciens francs, nous risquons actuellement de ne pas permettre à l'action à entreprendre d'atteindre tous ses objectifs. Or il ne faut en aucun cas manquer le but.

C'est pourquoi j'estime que chaque fois qu'il nous sera possible d'aider le ministre des affaires culturelles en nous adressant au ministre des finances pour qu'il lui accorde les fonds voulus, nous ferons une bonne action.

Pour conclure sur cette partie de mon exposé, je dirai très simplement, mesdames, messieurs, après avoir adressé mes compliments à M. André Malraux pour l'œuvre vraiment magistrale qu'il accomplit, que nous n'oublions jamais que notre patrimoine artistique et culturel constitue un élément essentiel de la propagande française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R. - U. D. T.*)

Je dois aborder maintenant le budget du cinéma. Mes chers collègues, je serai plus pessimiste sur ce point que je ne l'ai été voilà quelques minutes. Le cinéma est dans une situation extrêmement grave.

La commission du plan, qui s'est préoccupée de cette situation, avait estimé qu'il fallait en premier lieu, établir un programme de modification des structures. Elle avait défini la tâche à entreprendre dans deux domaines : d'une part, la réorganisation du cinéma qui est un art et également, disait-elle, une industrie, voulant préciser par là que le rôle du plan était très limité en ce qui concerne ce domaine de l'art du cinéma ; d'autre part, la dotation du cinéma en équipements de base, c'est-à-dire la cinémathèque, l'institut des hautes études et l'institut scientifique du cinéma à créer.

Vous avez pris connaissance des crédits qui figurent au budget sur ce point. Je ne sais s'ils seront utilisés cette année, car certaines difficultés se présentent dans les études préparatoires et les travaux ne pourront pas commencer immédiatement. Un certain retard est donc à envisager.

Quelle est, mes chers collègues, la situation du cinéma français en ce début d'année 1963 ?

Si les résultats de 1961 avaient été médiocres, notamment en raison de la baisse de fréquentation des salles de cinéma, le résultat provisoire de 1962 — je dis provisoire parce que nous ne connaissons pas encore les chiffres du dernier trimestre — est nettement mauvais. J'avais signalé, ces dernières années, le déséquilibre qui devenait permanent du cinéma. Je ne reviendrai pas sur ces considérations qui étaient fort longues et qui n'ont pas recueilli d'ailleurs beaucoup d'audience auprès des pouvoirs publics.

En 1962 il a été produit en France moins de 100 films. C'est le chiffre le plus bas depuis 1954. En 1961 il y en avait eu 167.

Second point, le coût individuel des films continue à croître. Comment ces films s'amortissent-ils puisque la fréquentation a continué de baisser de 5 p. 100 en 1962 ; je sais que, dans certains milieux, on considère que les producteurs pourraient pratiquer des économies substantielles sur les films qu'ils réalisent, mais il faut tenir compte d'un certain nombre de considérations.

Les producteurs ne peuvent tout de même se lancer dans certaines dépenses que lorsqu'il s'agit de films susceptibles de plaire aux spectateurs aussi bien en France qu'à l'étranger.

Il est vite dit que tel film a été bien accueilli par les spectateurs tout en ayant coûté un prix relativement modique.

Il y a des exceptions qui confirment les règles. J'ai présenté à l'esprit certain film récent qui n'ayant coûté que 70 à 80 millions a eu beaucoup de succès, tandis que d'autres coûtent 250, 300, 400 millions et plus. Mais peut-on en déduire que tout film qui ne coûtera pas cher aura le même succès ?

Au surplus, est-ce que certains artistes, qui se révèlent dans les films auxquels je pense en ce moment, ne demanderont pas des cachets plus élevés lors d'un second engagement, considérant à juste titre d'ailleurs, qu'ils méritent, au moins en partie, le succès de leur premier film ?

On n'a donc pas le droit de prétendre que le producteur est responsable du coût élevé d'un film.

Il convient là de réserver son jugement.

Ce qui est certain, c'est que plusieurs studios sont sans travail, que des techniciens du cinéma chôment et que cette situation regrettable a tout naturellement des répercussions sur la distribution et sur l'exploitation.

Aussi, ce n'est pas seulement au début de la création du film qu'il convient d'intervenir mais c'est l'ensemble de l'industrie cinématographique qu'il faut encourager. Et comme, en fin de compte, tout aboutit aux salles, nous voulons souligner notre inquiétude devant la disparition sans cesse accélérée des salles parisiennes et provinciales.

J'ai dans mon dossier un état extrêmement précis. Je regrette d'y relever que des salles importantes, dont le chiffre d'affaires était sérieux, était stable, sont aujourd'hui en voie de disparition.

Pour certaines d'entre elles, à Paris par exemple, on a avancé des raisons d'ordre spéculatif ; on m'a dit : « On transforme un cinéma en bureaux, garages, magasins, parce que c'est plus rentable. » C'est dire, mes chers collègues, que la rentabilité des salles de cinéma est moindre. Sinon, il n'y aurait aucune raison de transformer en garages ou en bureaux l'immeuble qui abrite une salle de cinéma. L'argument me paraît donc spécieux.

En vérité, les salles disparaissent parce qu'il y a une crise de la fréquentation qui tient à la télévision, à la motorisation et à diverses autres modes d'occupation des loisirs.

L'État doit prendre des mesures immédiates pour parer à cette situation.

Je vous ai parlé tout à l'heure du rôle de la propagande.

Le film tient dans ce domaine une place essentielle. Pour 200.000 personnes qui voient une pièce de théâtre, ce sont des millions de spectateurs qui assistent à la projection du film tiré de la même pièce.

Le Gouvernement s'est déjà préoccupé de ce problème et a pris des dispositions qui comportent trois séries de mesures :

En premier lieu, la libération du prix des deux tiers des places dans les cinémas à partir du 15 août 1962.

En second lieu, une refonte du régime d'aide qui va entrer en vigueur et permettre d'accorder une aide décroissante moins vite qu'on ne l'avait prévu.

À cet égard, je crois qu'il faut faire autre chose et que nous serions bien inspirés en étudiant le système italien comme le Gouvernement semble décidé à le faire. Il serait souhaitable que, dans les instances du Marché commun, le cinéma soit défendu d'une façon permanente et plus vigoureuse et que l'on adopte un système semblable à celui qui est en vigueur en Italie et qui est bien plus bénéfique pour le cinéma.

Enfin, une détaxation fiscale a été soumise par voie d'un amendement du Gouvernement à l'Assemblée. Votre commission a sigillièrement réduit la portée de ce texte par un sous-amendement présenté par MM. de Tinguy et Chapalain.

Bien que la discussion soit reportée à une date ultérieure, je dirai que, quoi qu'il arrive — sans prendre aujourd'hui position — il importe que l'État envisage, par une formule à déterminer le moyen de se substituer aux communes pour compenser, au moyen de subventions, l'avantage fiscal qu'avait prévu le ministre des finances et qui échapperait au cinéma.

La taxe sur les spectacles — taxe municipale — qui représente 70 millions de francs sur 110 millions, constitue en effet la principale charge fiscale du cinéma. C'est dire que le problème est essentiel et qu'il faudra obtenir, lors de la discussion de l'amendement auquel j'ai fait allusion, une déclaration du ministre des finances nous assurant que le système de compensation que je préconise sera appliqué. Je suis persuadé que M. le ministre d'État chargé des affaires culturelles interviendra dans les conditions qui conviennent.

Il faut que le cinéma vive et ces dernières semaines, mes chers collègues, vous avez été alertés par un article très documenté du journal *Le Monde* et une brochure rédigée par une des personnalités les plus éminentes des milieux cinématographiques, qui ont traité le problème dans toute son ampleur.

Ces questions ont été développées dans mon rapport écrit. Je suis convaincu que vous voudrez, en ce domaine, monsieur le ministre, accomplir l'œuvre qui s'impose.

Pour notre part, nous avons la certitude que l'industrie cinématographique constitue l'un des supports les plus représentatifs de la civilisation du XX^e siècle.

Nous ne saurions oublier un instant que le septième art est un élément déterminant de la propagande et du prestige français. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Marcenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, pour les affaires culturelles, à l'exception du cinéma. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.).

M. Albert Marcenet, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, l'excellent rapport de M. Beauguitte va simplifier ma tâche et j'en remercie notre collègue.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, s'est efforcée de savoir si la mission fondamentale du ministère des affaires culturelles, rappelée par M. Beauguitte, est bien celle, monsieur le ministre, qui guide votre politique et qui s'inscrit dans le budget de votre ministère.

Dans le cadre du collectif budgétaire de juillet 1962 ont été créés les postes nécessaires à l'établissement des structures des deux secteurs de l'enseignement artistique et de la création artistique.

Notre commission a noté avec satisfaction votre souci de réformer l'enseignement artistique. Elle saisit parfaitement l'effort réalisé en faveur de l'enseignement de l'architecture mais se montre soucieux de savoir si des efforts analogues seront prochainement accomplis en faveur des autres disciplines.

La création artistique est une sous-direction naissante qui ne peut, certes, faire état de réalisations. Notre curiosité serait satisfaite si vous acceptiez de nous indiquer le sens de son action.

La création des maisons de la culture apparaît comme le reflet le plus dynamique de votre politique. La commission unanime souhaite que les recommandations du IV^e plan soient très scrupuleusement suivies. Sans doute est-il souhaitable, pour l'implantation des premières maisons de la culture, de procéder de façon empirique et de les installer là où existe déjà un moyen culturel. Mais ce ne peut être une méthode définitive.

Un membre de la commission s'est inquiété de l'action culturelle à mener hors des villes, en milieu rural. Je veux espérer qu'il interviendra au cours de ce débat. La commission, partageant son souci, appréciera votre réponse, monsieur le ministre.

Le délai extrêmement bref qui m'a été imparti pour examiner le budget ne m'a pas permis de consigner, dans l'avis présenté à la commission des affaires culturelles, les suggestions qui pourraient inspirer le fonctionnement des théâtres lyriques nationaux.

Un nouvel administrateur a été désigné dès le 12 avril 1962 mais n'a effectivement occupé son poste que le 1^{er} juin suivant.

La désignation d'un administrateur est, certes, un événement important qui a une incidence incontestable sur l'activité de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. Volontairement — et cela est fort compréhensif — l'administrateur, en fin de fonctions, a restreint les créations et reprises et a limité son action à une expédition des affaires courantes.

Pendant la période allant d'octobre 1961 au 30 septembre 1962, deux cent vingt-sept représentations ont été données à l'Opéra, deux cent soixante-quinze à l'Opéra-Comique, quinze représentations de gala à l'Opéra, une représentation exceptionnelle au profit de la caisse des retraites, pour la « centième » de *Carmen*.

Les négociations ouvertes depuis 1960 entre les représentants de l'administration et ceux des syndicats du personnel ont évolué favorablement au cours de l'année 1962. Elles ont permis la signature, dès le 24 mars dernier, des dispositions générales de la convention. Depuis lors, cette convention a été complétée par des annexes particulières intéressant différents personnels. Onze de ces annexes ont été signées. Trois ou quatre restent encore en discussion.

En corrélation avec ces négociations, un protocole de salaires a été signé le 6 mars 1962. Il fixe définitivement les modalités d'augmentation des salaires dans la période allant du 1^{er} décembre 1960 au 1^{er} janvier 1962 et prévoit qu'à partir de cette date les salaires du personnel de la réunion des théâtres lyriques nationaux — la R. T. L. N. — évolueront dans les mêmes conditions que les traitements des fonctionnaires de l'Etat classés à l'indice 100.

Nous voulons espérer que l'ensemble de ces dispositions apportera au personnel les satisfactions souhaitées fort justement et permettra, dans un climat social plus serein, une meilleure gestion des théâtres lyriques nationaux.

Sans doute en ce domaine rien n'est jamais définitivement réglé et nous vous demandons, monsieur le ministre, d'apporter une attention toute particulière au règlement des trois ou quatre points encore en litige entre l'administration et le personnel.

La subvention accordée aux théâtres lyriques est en augmentation de 1.763.000 francs, augmentation justifiée notamment par la revalorisation des salaires et retraites.

Sans doute avons-nous assez peu de moyens d'information pour apprécier la valeur de la subvention accordée. Sans doute aidera-t-elle à équilibrer un budget que je m'excuse de qualifier de « routine » mais permettra-t-elle aussi la création d'œuvres nouvelles et importantes susceptibles de redonner à l'Opéra et à l'Opéra-Comique leur vraie grandeur ?

Les missions du ministère des affaires culturelles sont assurées et ne donnent pas lieu à de véritables critiques. Mais la commission des affaires culturelles, familiales et sociales regrette la faible part du budget général — 0,39 p. 100 — consacrée à votre action. Une véritable justice sociale doit tendre toujours davantage à mettre à la portée de Français toujours plus nombreux les richesses culturelles.

La commission donne à l'unanimité un avis favorable à l'adoption du budget qui nous est présenté. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Ribadeau-Dumas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour le cinéma. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Roger Ribadeau-Dumas, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a estimé nécessaire, afin de vous permettre de prendre position sur le budget des affaires culturelles — cinéma — que soit retracée au début de cet exposé la situation exacte de l'industrie cinématographique.

Alors que l'indice de la production industrielle est en progrès constants, l'industrie cinématographique connaît la crise la plus grave de son histoire. En effet, le nombre des spectateurs ne cesse de diminuer depuis un certain nombre d'années. De 411 millions en 1957, il est descendu à 345 millions en 1961 et les résultats connus du premier semestre 1962 laissent présager que ce chiffre diminuera encore très sensiblement.

Dans ces conditions, la libération du prix des places, suivie d'une hausse, ne pouvait provoquer que le maintien, en valeur absolue, du chiffre des recettes. Et cependant, le coût des films augmentait considérablement. Le résultat du déséquilibre ne se faisait pas attendre et l'industrie cinématographique tout entière, depuis les salles jusqu'aux techniciens en passant par la distribution et la production, était gravement atteinte.

Les producteurs ne parvenant plus à amortir leurs dépenses, car les marchés étrangers se dégradaient en même temps que le marché national, ils ont tenté, pour réduire leurs prix de revient, soit de partager leurs charges avec des coproducteurs étrangers, soit même d'aller tourner leurs films à l'étranger pour bénéficier de tarifs plus favorables de main-d'œuvre ou de figuration.

Mais ces palliatifs mêmes n'ont pas suffi et le nombre des films purement français a baissé dans des proportions considérables. Alors qu'il était en 1957 de 81, le nombre des films purement français est tombé en 1962 à 42.

La question qui se pose est de savoir si le cinéma est une industrie condamnée ou s'il doit survivre.

Si le cinéma est une industrie condamnée, il faut l'aider à mourir ;

Si le cinéma doit survivre, il faut l'aider à franchir la mauvaise passe.

Le cinéma est attaqué par la télévision et par d'autres industries de loisir.

Au vrai, la télévision, son principal adversaire, correspond à un spectacle d'intimité et nous pensons que rien ne remplacera jamais les spectacles collectifs. Considérons, d'ailleurs, l'exemple de l'Amérique. Pendant des années, le chiffre des spectateurs a baissé. Il se relève maintenant, ce qui prouve que le cinéma n'est pas mort et que, un jour ou l'autre, en France comme aux Etats-Unis, il connaîtra un regain de vitalité.

Il apparaît donc que nous devons aider le cinéma à franchir la passe difficile, ce qui nous amène à déterminer une politique.

Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de véritable politique du cinéma. Chaque département ministériel, selon l'intérêt plus ou moins grand que ses représentants portaient aux spectacles cinématographiques, traitait le cinéma plus ou moins bien ou plus ou moins mal.

On pourrait définir une politique cinématographique sous les trois rubriques suivantes : détaxation, soutien financier et organisation de la profession.

Le rapporteur de la commission des finances, M. Beauguitte, vous a parlé de la détaxation. L'industrie cinématographique, dont le chiffre d'affaires total s'élève à 650 millions de francs, supporte une charge fiscale d'environ 200 millions de francs, soit un tiers environ de son chiffre d'affaires. N'est-il pas

incohérent de faire porter une charge aussi lourde à une industrie à laquelle, dans le même temps, on apporte un soutien financier ?

Aussi le Gouvernement a-t-il prévu dès cette année une ébauche de mesures de détaxation portant sur le droit de timbre et sur la taxe sur les spectacles.

Le droit de timbre doit être diminué et la commission des finances comme la commission des affaires culturelles en sont d'accord.

D'autre part, le Gouvernement a prévu de diminuer de deux points la taxe sur les spectacles qui est perçue par paliers, c'est-à-dire d'en faire passer les taux respectivement de 16 à 14 p. 100, de 12 à 10 p. 100, de 6 à 4 p. 100. Il a même déposé un amendement dans ce sens, mais MM. de Tinguy et Chapalain demandent, par un sous-amendement, que cette diminution éventuelle soit laissée à la discrétion des conseils municipaux. Ils reprochent en effet à l'Etat de vouloir faire supporter par les finances locales une charge nationale. A quoi leurs contradicteurs, tout en les approuvant sur le principe, ont objecté que, malgré la baisse des taux en valeur absolue, les recettes que retirent les municipalités de la taxe sur les spectacles ne seraient pas diminuées au cours de l'année 1963, en raison de la hausse prévue du prix des places. Finalement, la commission des finances et la commission des affaires culturelles ont cru devoir suivre MM. de Tinguy et Chapalain dans leurs conclusions.

Indépendamment du droit de timbre et de la taxe sur les spectacles, le cinéma est astreint à payer toute une cascade de taxes sur le chiffre d'affaires qui frappent en tout ou en partie toujours la même recette de 650 millions de francs.

C'est ainsi que la taxe de prestations de services de 8,5 p. 100 est perçue au moins trois fois, deux fois au titre des prestations de services et une fois au titre de la taxe locale. Il y aurait lieu d'envisager dès maintenant la suppression d'un chevauchement et d'un cumul qui paraissent non seulement absurdes et contraires à l'équité, mais contraires aussi au principe du droit fiscal moderne qui veut que les taxes sur le chiffre d'affaires ne frappent qu'une seule fois le même chiffre d'affaires.

J'en viens au soutien financier. La profession cinématographique a demandé et obtenu depuis plusieurs années déjà que le prix des places, qui était alors bloqué, fût augmenté de 10 p. 100 et que le produit de cette augmentation fût porté au crédit d'un compte d'affectation spéciale pour être réparti par moitié entre les exploitants de salles, afin de leur permettre d'améliorer leurs installations, et les producteurs de films pour leur permettre de produire de nouveaux films.

En application du traité de Rome qui interdit l'aide à toutes les industries, de quelque nature que ce soit, un précédent gouvernement avait prévu la diminution, non seulement de la taxe parafiscale, mais aussi de l'aide automatique à laquelle ont droit les producteurs, ainsi que la suppression totale de l'aide accordée aux salles. Aujourd'hui, comme l'a indiqué le rapporteur de la commission des finances, M. Beauguitte, nous nous devons de tenir compte de l'exemple des Italiens qui, jusqu'à une date récente, ne se sont pas souciés des conclusions du traité de Rome et ont refusé de diminuer le soutien qu'ils accordaient à leur propre industrie cinématographique, soit 16 p. 100 des recettes nationales.

Afin de se soumettre tout de même aux impératifs des accords de Bruxelles, les Italiens viennent de proposer de ramener de 16 p. 100 à 14 p. 100 le niveau du soutien accordé à leurs producteurs. Le Gouvernement français envisage de s'aligner sur eux et de ne plus calculer le montant de l'aide sur les recettes à l'étranger, mais uniquement sur les recettes nationales, et d'en porter le taux de 5,50 p. 100 à 14 p. 100. Nous comprendrions mal que Bruxelles refusât aux Français ce qu'elle vient d'accepter pour les Italiens.

Mesdames, messieurs, vous connaissez le fonctionnement de l'industrie cinématographique et l'œuvre efficace du centre national de la cinématographie. Je n'insisterai donc pas sur ce point.

En dehors de cet organisme directeur, l'industrie du cinéma possède une école — l'I. D. H. E. C. — et un musée. Les crédits qui leur sont alloués sont évidemment insuffisants et nous souhaiterions qu'ils soient augmentés. Je dois reconnaître que M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles a fait à cet égard tout ce qui était en son pouvoir.

Depuis la dernière guerre, l'Etat s'est efforcé de faciliter la diffusion des films français à l'étranger. En 1961, il a créé une société — la C. O. G. E. P. — qui constitue une holding financière et détient un certain nombre de parts de sociétés exerçant leur activité soit en Allemagne, soit en Amérique latine.

La *Pallas Film*, qui exerce son activité en Allemagne, à un moment où le marché allemand, comme les marchés du monde entier, s'est effondré, rend des services évidents en achetant aux producteurs français de nombreux films à des prix convenables.

La C. O. F. R. A. M. avait été créée au lendemain de la guerre pour exploiter et diffuser les films français dans les pays d'Amérique latine. Cette société avait vu son chiffre d'affaires augmenter progressivement et avait finalement trouvé son équilibre. Malheureusement, peu après qu'elle l'eût trouvé les pays d'Amérique latine connurent eux-mêmes, des difficultés. Quelques dévaluations successives, et l'impossibilité de recouvrer les créances sur Cuba ont placé la société dans une situation financière difficile. Aujourd'hui, la C. O. F. R. A. M. ne peut plus faire face à ses échéances. Il s'agit alors de savoir si l'Etat, qui en est actionnaire, restera indifférent devant son sort.

La commission des affaires culturelles estime que l'Etat doit, ou bien faciliter la liquidation de la société en mettant à sa disposition les crédits nécessaires, ou bien l'aider à franchir la mauvaise passe dans laquelle elle se trouve engagée et la soutenir jusqu'à ce que, la situation des pays d'Amérique latine s'étant rétablie, elle retrouve à la fois son équilibre et ses bénéficiaires.

Il nous est difficile d'imaginer que nous renoncerons de gaieté de cœur aux 73 millions de spectateurs qui, chaque année, assistent à la projection de films français et aux 200.000 personnes qui, chaque jour, venaient entendre parler français dans les salles de cinéma d'Amérique latine.

Le Gouvernement, estime également notre commission, se doit d'établir entre la télévision et le cinéma des rapports décents. La télévision a fait preuve, de sa naissance à nos jours, d'un impérialisme qui témoigne incontestablement de sa vigueur. Mais, elle ne doit pas l'oublier, elle n'a pu se développer et grandir qu'en pillant le cinéma et en lui empruntant ses studios et ses techniciens. Devenue une grande personne, elle croit maintenant pouvoir vivre en circuit fermé ; elle réalise elle-même ses films en régie avec son propre personnel qu'elle paie à l'année.

Nous souhaiterions que l'apparition de la deuxième chaîne coïncidât avec l'instauration d'un climat de coopération avec l'industrie cinématographique, tant avec les entreprises qu'avec les techniciens. Aucune activité au monde ne fait en effet une plus grande consommation d'idées que la télévision et un excès de centralisation risquerait de la faire sombrer dans la médiocrité. Au contraire, la liberté cinématographique serait probablement susceptible de lui insuffler un sang nouveau.

Nous aimerions donc que la télévision demande aux entreprises de faire des films pour son compte, ou engage des techniciens du cinéma et surtout des auteurs.

S'il convient de venir en aide à l'industrie cinématographique — et cela dans les plus brefs délais — il reste que cette industrie doit se réorganiser et chercher son équilibre. Elle le trouvera probablement, mais à condition de faire porter son effort aussi bien sur les salles que sur la distribution et la production.

Trop de salles sont à l'heure actuelle tristes et sombres. Il faudrait les rendre coquêtes, accueillantes, confortables.

Pour ce qui est de la distribution, les distributeurs auraient certainement avantage à s'entendre pour créer des messageries de films comme existent des messageries de presse, au lieu de rester toujours isolés les uns en face des autres.

Quant à la production, ne pourrait-on pas envisager d'interdire la projection des films datant de plus de cinq ans ? Cela permettrait aux films nouveaux d'avoir une carrière plus fructueuse. Bien entendu, les films datant de plus de cinq ans pourraient être projetés dans des cinémas spécialisés d'art et d'essai.

Si le livre est un excellent véhicule de culture, plus encore que le livre le film porte le visage et la voix de la France dans tous les pays du monde. Spectacle populaire, le cinéma touche une foule innombrable de spectateurs. Sa force de propagande est considérable. Bien qu'il recule actuellement devant la télévision, nous ne doutons pas qu'il retrouve un jour une nouvelle place et un nouvel équilibre.

Le cinéma français a longtemps été le deuxième du monde. Nul doute que l'imagination de nos auteurs et le talent de nos techniciens le restituent dans sa grandeur passée. En attendant, notre rôle est de l'aider à passer un cap difficile et c'est pourquoi nous demandons au Gouvernement de poursuivre énergiquement la politique qu'il a ébauchée cette année. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Bisson.

M. Robert Bisson. Monsieur le ministre, je voudrais appeler votre attention sur l'état des crédits réservés à la réparation des dommages de guerre des monuments historiques, inscrits au chapitre 56-30.

Les autorisations de programme qui s'élevaient à 38.840.000 francs en 1962 passeront en 1963, au titre des mesures nouvelles, à 41.860.000 francs seulement. Les crédits de paiement, qui étaient de 32 millions de francs en 1962, passeront à 36 millions en 1963, soit 10 p. 100 de plus, ce qui ne couvrira pas l'augmentation des prix. Cela veut dire que le volume des travaux n'augmentera pas cette année.

Ces dotations sont tout à fait insuffisantes. C'est ainsi que dans l'Académie de Caen qui comprend six départements, le montant des dommages restant encore à réparer s'élève à 60 millions de francs. Depuis 1958, 5 millions de francs seulement sont affectés chaque année à ces travaux, ce qui signifie qu'à ce rythme il faudrait attendre 12 ans pour que la reconstitution soit totale.

Je ne vous reproche pas, monsieur le ministre, d'avoir accordé seulement 5 millions de francs à la Normandie sur les 32 millions dont vous disposiez l'an dernier, car, si je suis bien informé, les crédits que vous nous déléguez sont imputés sur la seule dotation du chapitre 56-30 de votre département ministériel, alors que celle-ci ne devrait représenter que la partie « embellissements » non couverte par les dommages de guerre proprement dits que vous devriez recevoir du ministère de la construction. Or, je crois que ledit ministère n'a débloqué depuis 1957 aucun crédit d'engagement en faveur des monuments classés.

Les conséquences de cette situation sont alarmantes. Je prendrai un seul exemple, celui de l'église Saint-Jacques de Lisieux, qui a été gravement sinistrée en 1944. Les travaux de réparation ont été entrepris avec une compétence à laquelle je rends hommage, mais en 1962, 17 ans après la fin de la guerre, le chantier situé en pleine ville a dû fermer faute de crédits, alors qu'il reste 1.347.000 francs de travaux à effectuer pour terminer l'opération. Arrêter la restauration d'un monument historique dans le même temps où la reconstruction de la ville s'achève, il y a là un paradoxe inexplicable apparemment.

Je vous demande, monsieur le ministre, de prendre avec votre collègue de la construction les mesures nécessaires pour que le patrimoine français classé soit enfin totalement restauré dans les délais les plus brefs.

En second lieu, je voudrais, relayant nos rapporteurs, insister sur la nécessité de doter les sociétés de musique populaire françaises de crédits suffisants pour leur permettre d'acquérir des instruments et le matériel nécessaire qu'elles doivent mettre à la disposition des jeunes. La mission de ces sociétés est culturelle et pacifique, elle contribue à donner vie à nos villes de province. Leur action est à tous égards bénéfique et entièrement bénévole.

Vous connaissez, monsieur le ministre, les désirs exprimés à ce sujet par la confédération musicale de France. Je souhaite qu'il vous soit possible de les exaucer. Il est, en tout cas, urgent de le faire. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.).

M. le président. La parole est à M. Davoust.

M. André Davoust. Monsieur le ministre, mon intervention ne comportera pas de longs développements car je ne dispose que de quelques minutes.

Le cinéma traverse une période difficile : l'automobile, la télévision et d'autres loisirs lui disputent et lui disputeront encore un public manquant de temps et d'argent.

Doit-il, cependant, périlcliter peu à peu et cesser d'être un spectacle de masse pour ne survivre que dans les salles d'exclusivité ou les salles culturelles ?

Cette vue me paraît erronée et dangereuse : un nombre réduit de salles limiterait les recettes ainsi que l'audience des films et, par voie de conséquence, leur nombre. Espérons que le cinéma retrouvera la place qui lui revient en tant que loisir collectif. Mais pour y parvenir, laissera-t-on disparaître un grand nombre des salles existantes et faudra-t-il ensuite remplacer à grands frais celles qu'il aurait été plus économique de laisser vivre ?

Il est très vrai que les exploitants de salles sont toujours soumis à une fiscalité d'exception. Certes, la réforme de décembre 1960 fut un premier geste, mais il serait nécessaire, pour permettre la rénovation des salles dont l'équipement et le confort laissant parfois à désirer, comme l'indique M. Ribadeau Dumas dans son rapport, d'alléger sérieusement les taxes qui frappent les recettes. Si cela se réalise, l'effort de modernisation pourra être poursuivi.

Si le Marché commun généralise le barème allemand, les taxes seront diminuées de 59 millions de francs, de 63 millions de francs si le barème italien est choisi, de 148 millions de francs si le barème anglais est adopté.

La conjoncture actuelle exige du cinéma français la pleine utilisation de ses ressources financières, sinon notre cinéma risque de disparaître.

Nous savons, monsieur le ministre, que vous êtes attentif à ce problème : des efforts considérables sont accomplis pour l'aménagement du territoire et la fixation sur place de certaines populations. Le cinéma a son rôle à jouer dans cette fixation.

Pour me résumer, je vous prie de songer que l'allègement fiscal demandé aujourd'hui sera plus économique que les subventions qui seront réclamées demain.

En bref, compte tenu de la crise grave que traverse l'industrie cinématographique, envisage-t-on de procéder à une diminution des charges qui pèsent sur les différents circuits : distribution, production et exploitation ?

Après ces quelques observations, qui rejoignent en partie celles qu'ont exprimées MM. Ribadeau Dumas et Beauguitte, je voudrais vous poser quelques questions.

Tout d'abord, il me serait agréable de connaître les instructions qui ont été données à la direction nationale du cinéma pour l'application des directives européennes en matière de production de films.

Ensuite, envisagez-vous de déposer un projet de loi d'aide à l'industrie cinématographique s'inspirant, notamment, de la législation italienne, comme l'ont demandé également tout à l'heure MM. les rapporteurs ?

Enfin, pourriez-vous indiquer à l'Assemblée les mesures que vous avez prises ou que vous envisagez de prendre, en liaison avec votre collègue de l'information, pour que les réalisateurs de cinéma collaborent au mieux avec la télévision, comme le souhaite aussi M. Ribadeau Dumas ?

La France possède un réseau de salles qui mérite d'être sauvegardé. Il faut donner à notre industrie cinématographique une fiscalité qui lui rende les moyens de combattre mieux la concurrence qui la menace.

Ainsi, en contribuant à cette action, vous aurez recréé, monsieur le ministre, les conditions d'un marché national sain, base du nouveau départ d'une politique d'expansion commerciale et culturelle des films de notre pays. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Jean Moulin. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Jean Moulin. Monsieur le ministre, permettez-moi de vous emmener à la campagne (*Sourires*) où, si vous le voulez bien, je serai votre guide. J'espère qu'à la fin de mes propos vous me pardonnerez cette audace toute respectueuse.

Se diriger vers la province, c'est en général mettre le cap sur l'optimisme. Cela évoque l'idée de repos, de vacances, de fraîcheur, de paix sereine. Or, le voyage que je vous propose est triste.

Loin de vous présenter les multiples et étonnantes richesses d'une région qui m'est chère, je vous exposerai la misère intellectuelle de ces lieux sous-développés ; loin de marquer l'opulente variété de sites exceptionnels que le tourisme vient de découvrir, je vous parlerai de dépouillement culturel ; loin de me complaire dans l'éloge d'une région fort agréable, je vous ferai parcourir un catalogue aride de besoins.

Une fois analysée, définie, diagnostiquée, au sens encyclopédique du terme, cette carence inacceptable à notre époque, j'essaierai de vous proposer quelques remèdes.

Cette carence est incompatible avec le désir de survie ou les programmes de développement établis pour ces régions et, de toute façon, elle constitue une bien mauvaise préparation aux mutations nécessaires.

Carence, diagnostic, remède : c'est là, me direz-vous, un langage médical. Eh bien ! en effet, je désire vous entretenir d'une maladie de carence qui pourrait bien être mortelle pour certaines régions.

La culture est plus connaissance que savoir. C'est une valeur intérieure qui s'acquiert lentement et l'on sait que, dans sa distribution, la naissance, la formation, l'éducation et, bien sûr, certaines dispositions naturelles font qu'elle est diverse chez tous les individus.

Et lorsque je vous ferai considérer ce bilan de faillite culturelle, peut-être nous poserons-nous la question de savoir si l'enseignement qui assure l'éducation, étant uniformément distribué sur tout le territoire, ne porte pas sa responsabilité et s'il ne serait pas nécessaire de procéder dans ce domaine à une décentralisation adaptée aux différentes régions et placée dans un contexte plus réel.

Si, donc, l'école peut, d'une certaine façon, faire défaut, il reste, dans l'explication que je donnais aux diverses valeurs de la culture, à rechercher l'influence familiale et l'influence du milieu.

Eh bien ! voyons les faits. Dans les régions dont j'ai désiré vous entretenir, il existe trois catégories de familles.

La première catégorie de familles, que l'on peut appeler « émancipées », comprend les viticulteurs, les arboriculteurs, les céréaliers qui, pour survivre, ont dû s'adapter à des techniques modernes, lire des journaux spécialisés, se forcer à en assimiler la substance, afin de parvenir à appliquer ces techniques.

La deuxième catégorie est celle des familles qui vivent dans de petites exploitations polyvalentes et qui, mis à part, peut-être, un outillage un peu modernisé, travaillent, peignent, récoltent, vivent dans des conditions qui ne diffèrent guère de ce qu'elles étaient au Moyen Âge.

Enfin, la troisième catégorie — la plus mal partagée — est celle des éleveurs, qui vivent dans nos régions à une altitude comprise, en général, entre 1.000 et 1.300 mètres et qui, victimes d'un climat rigoureux, supportent pendant de longs mois une réelle claustration. Alors que l'on pourrait imaginer que ce répit soit favorable à un développement culturel, il s'ensuit, en fait, une véritable ankylose des moyens, tant corporels qu'intellectuels, et parfois le niveau est tellement bas que ces gens-là ne manifestent même pas le désir de s'émanciper.

Je m'attacherai surtout à ces deux dernières catégories, celle des petits agriculteurs dont les exploitations sont polyvalentes et celle des éleveurs. Pour apporter un remède, il faut recourir à la psychanalyse, déterminer exactement ce qui commande le comportement que je viens de décrire.

Dans ces régions existait ancestralement ce qu'il est convenu d'appeler le folklore. Ce folklore n'a plus guère l'occasion maintenant de s'exprimer, sauf dans quelques randonnées artistiques. Il suscitait pourtant auprès des habitants de ces régions une solidarité qui les incitait à conserver le patrimoine transmis par les anciens. Avec sa disparition, s'est estompée la fierté qui poussait les habitants à maintenir ce qui avait été le véritable culte des anciens.

C'était certainement pour eux la meilleure occasion de formation culturelle. Aujourd'hui, bien souvent, ils n'osent plus se manifester par crainte de devenir ridicules.

Les fêtes qui revêtaient habituellement, elle aussi, un caractère folklorique sont maintenant tellement dominées par le tintamarre et par le néon que les plus de dix-huit ans ne s'y sentent pas à l'aise.

En outre, dans ces régions où le climat et les sites ont attiré et attiré de plus en plus de touristes, se renouvelle chaque année le complexe provoqué par l'arrivée de nombreux vacanciers qui, voulant se donner des airs, viennent en imposer, s'il le fallait encore, à ces gens pour leur montrer qu'ils « retardent ». La plupart des jeunes qui ont l'esprit éveillé ne songent qu'à partir.

Dans ces exploitations où les rendements sont faibles et où la commercialisation des produits est difficile, peu à peu, les gens en sont venus à cette impression matérielle qu'ils sont abandonnés et que rien, à leurs yeux, n'est jusqu'à présent venu démentir. Il en est né une rancœur contre ce siècle qu'ils ne comprennent pas, contre cette échelle de valeurs à laquelle ils ne peuvent accéder.

Vous comprendrez que ces populations qui étaient en général, par vocation, une semence de bon sens, de droiture sans détour, d'hospitalité la plus fraternelle ne se sentent plus du tout à l'aise. Si elles souffrent d'un retard dans l'éducation professionnelle, je crois qu'elles pâtissent plus encore d'une détresse intellectuelle et morale qu'il est urgent de secourir.

J'en arrive à la deuxième partie de mon exposé relative aux réalisations effectuées.

Les organisations qui se sont souciées de l'évolution culturelle dans les milieux ruraux sont celle des foyers ruraux ainsi que celle des maisons des jeunes et de la culture. Mais il semble que ces centres culturels ne soient pas adaptés à des villages aussi petits que ceux dont j'ai parlé. Même les foyers ruraux se placent encore à une échelle trop haute pour leurs ressources, car dans de petites communes où la population atteint 100, 500, rarement 1.000 habitants, il est très difficile de dégager sur les budgets municipaux déjà très difficiles à équilibrer les crédits complémentaires de la subvention d'Etat qui n'atteint que 45 p. 100 pour de telles créations.

D'ailleurs les investissements de premier équipement ne sont pas tout : il faut ensuite faire vivre le foyer, payer les animateurs, les assurances, les réparations, assurer la surveillance. Quelle commune de cette importance pourrait s'en charger ?

Si l'on considère que sur 38.000 communes françaises, 32.000 comptent moins de 1.000 habitants et, ainsi que M. le ministre de l'intérieur l'indiquait hier soir, 819 communes moins de 50 habitants et 2.400 communes moins de 100 habitants, on comprend que le problème que je viens d'évoquer existe.

Qu'il me soit permis, puisque les municipalités ne peuvent elles-mêmes se charger de ces investissements, de rendre hommage à la foi des organisations publiques ou privées qui se sont efforcées jusqu'à présent de trouver sa solution.

Pour elles, l'épanouissement intellectuel, philosophique et culturel prime l'émancipation technique et constitue la condition nécessaire pour échapper à l'asservissement ou à la dépersonnalisation de la technique.

Dans cette symphonie en sombre se détache donc une note plus claire, cet hommage que je viens de rendre aux organismes publics ou privés qui, bien que démunis des plus élémentaires moyens, ont réussi quand même à faire œuvre utile.

J'en viens à la dernière partie de mon exposé : quelles solutions préconiser ? Il importerait de mettre en œuvre des réalisations adaptées aux besoins et qui descendent assez bas pour être concrètes et utiles.

La première nécessité est celle d'une coordination, d'un plan d'ensemble. Actuellement, les mesures touchant à l'émancipation culturelle des milieux ruraux dépendent de quatre ministères différents : l'agriculture, le travail, les affaires culturelles et la santé publique.

L'administration de l'agriculture ne peut à elle toute seule prendre en charge le milieu rural. Il existe à la campagne des gens qui ne pratiquent pas l'agriculture. Le département de la jeunesse et des sports ne peut non plus, à lui seul, assumer la charge de l'éducation culturelle. Tous les intéressés ne sont pas des jeunes et même, dans ces régions-là, dès le mariage, on n'est plus considéré comme faisant partie de ce qu'il est convenu d'appeler la jeunesse. Aussi le problème de l'épanouissement culturel des jeunes ménages de trente ou trente-cinq ans est-il particulièrement aigu parce que les activités de la jeunesse et des sports ne leur conviennent généralement pas.

J'ai dit que le ministère des affaires culturelles avait également un rôle à jouer, mais lorsqu'on considère la dotation qu'il affecte à ce titre, on ne peut en attendre de grandes réalisations, du moins actuellement.

M. le président. Monsieur Moulin, vous étiez inscrit pour huit minutes. Vous parlez depuis dix-huit minutes. Je vous prie de conclure en deux minutes.

M. Jean Moulin. Je vais le faire en vous remerciant de votre libéralité.

Il y a une misère plus humiliante que celle du manque d'argent ou de profits, c'est celle de la ségrégation spirituelle et intellectuelle.

On pourrait, à l'image de ce qui se fait pour la vulgarisation agricole, créer — bien que ce mot ne convienne pas ici et qu'il prenne un sens quelque peu péjoratif — de télé-clubs, des ciné-clubs, favoriser la lecture en subventionnant, en particulier, des bibliothèques tournantes, organiser des causeries susceptibles d'éveiller le goût de la lecture et de la culture, enseigner l'histoire régionale pour faire renaitre la fierté, la solidarité d'autan dont je parlais au début.

On pourrait également favoriser des sorties — comme on le fait pour la vulgarisation agricole — en louant des cars et en offrant même le prix des places pour que les habitants de la région puissent assister à des manifestations intéressantes. Enfin la commission départementale pourrait devenir plus dynamique.

On comprend qu'un budget des affaires culturelles qui ne représente que 0,39 p. 100 du budget de la nation ne puisse se consacrer à la culture sociale alors que la part prise par les monuments historiques absorbe à elle seule la quasi-totalité des crédits.

Bien sûr, on aurait pu choisir pour traiter de ce sujet des orateurs plus éloquents et plus experts que moi ; je ne pense pas qu'on ait pu en trouver de plus sincère et de plus ardent. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. Boutard

M. Jacques Boutard. Monsieur le ministre d'Etat, mesdames, messieurs, le cinéma français, comme l'ont dit les deux rapporteurs ainsi que les orateurs qui m'ont précédé, subit une crise redoutable.

Pour ne citer que la région parisienne, 80 salles sont déjà désaffectées pour être transformées en magasins à prix unique, en garages, voire en parkings car le parking à notre époque est plus rentable que le spectacle.

Analyser toutes les raisons profondes de cette crise dépasserait le cadre de mon intervention.

Sans doute la profession qui est un tout — production, distribution, exploitation, industries techniques — doit être unie et ne pas perdre de vue, comme on l'a dit par ailleurs, que « le public de cinéma n'est ni un spéculateur, ni un snob, qu'il est conformiste et de bonne foi, ne cherche que son plaisir, qu'il ne faut pas méconnaître que le plus souvent la recherche artistique et l'effort vers le progrès demeurent tributaires de l'équilibre financier de la profession, c'est-à-dire de l'accueil réservé par la masse aux films d'exploitation. »

Mais la profession doit être mieux comprise et soutenue. Si elle a pu parfois donner lieu à des critiques, il faut reconnaître qu'elle représente un art et une industrie et que si elle contribue dans une grande mesure au rayonnement français à l'étranger, elle distribue aussi une masse de salaires considérable à toutes les branches de la production, de l'exploitation, des industries techniques et fournit à l'Etat des ressources qui, en cette période de disette, lui paraissent à juste titre excessives.

On peut se faire une idée des charges qu'elle supporte par l'étude des chiffres comparatifs avec l'étranger : France, 33 p. 100,

Etats-Unis, 7 p. 100, Grande-Bretagne, 17 p. 100, Italie, 19 p. 100, Allemagne, 20 p. 100 ou avec d'autres industries : publications d'illustrés, 3 p. 100, coiffure, 12 p. 100, livres 10 p. 100.

Des mesures ont déjà été prises à ce sujet sur l'intervention compréhensive de M. le ministre d'Etat — je ne veux pas y revenir — mais elles sont fragmentaires et empiriques ; il faudra envisager autre chose.

Le Gouvernement, dans un amendement qui a été repoussé par les deux commissions, celle des finances et celle des affaires culturelles, avait proposé que les tarifs d'imposition de 6 p. 100, 12 p. 100 et 16 p. 100 soient ramenés respectivement à 4 p. 100, 10 p. 100 et 14 p. 100, et que la perception du timbre de quittance soit suspendue pour certains billets d'entrée.

L'Etat consentait, certes, un effort, mais les collectivités locales voyaient diminuer leurs ressources d'aide sociale à un moment où leur budget était de plus en plus sollicité par des charges nouvelles et importantes, ce qui pose toute la question de la réforme des finances locales dont on parle depuis si longtemps.

Cependant, où sera le bénéfice si les salles de cinéma disparaissent ? Ne tuera-t-on pas la ressource lorsque la source disparaît ? De plus, a-t-on songé à la masse de ceux qui, dans un avenir prochain, rechercheront des loisirs ? Il y aura sans doute des stades, mais pas assez ; des maisons de culture, mais il faut les construire.

Il paraîtrait souhaitable que demeurent les salles qui, avec l'assentiment et la collaboration de leurs propriétaires, pourraient, dans certaines communes, être adaptées à de nouveaux besoins, sans pour cela abandonner leur vocation première.

Il serait aussi souhaitable, pour le cinéma comme pour le théâtre, que le paiement de la prestation de services de 8,5 p. 100 ne se répercute pas en cascade et soit perçue seulement au premier stade, comme l'a demandé M. Ribadeau Dumas.

Enfin, il faudrait « consolider » la loi d'aide. J'indique au passage, à ceux qui pourraient l'ignorer, que la loi d'aide est un autofinancement de la profession et non pas une subvention ou un don généreux. Il faudrait la consolider par un retour à son automaticité, avec la possibilité de cessibilité ou de transmissibilité d'un secteur sur l'autre.

Dans l'exposé sommaire de présentation de son amendement, le Gouvernement énonçait : « Les difficultés actuelles de l'industrie cinématographique justifient l'allègement de la charge fiscale des exploitations qui supportent les taux d'imposition les plus élevés. »

Le Gouvernement admet donc les difficultés, les reconnaît. Elle sont actuelles, mais elles deviendront définitives et aboutiront à la catastrophe. Il faut construire, reconstruire et ne pas saborder. Cela doit être, dans un délai très court, la tâche du Gouvernement, aidé, éclairé par le centre national du cinéma à qui je tiens à rendre un hommage mérité et par une profession qui a pris conscience de ses risques et de ses devoirs.

C'est dans cet esprit que j'avais déposé un amendement que je porte à votre connaissance : « Dans un délai aussi bref que possible, le Parlement devra être saisi d'un plan d'ensemble de réadaptation de la profession cinématographique, par la réforme de la formule de soutien, par l'harmonisation du régime économique et fiscal à l'évolution du marché ».

Je souhaite, monsieur le ministre d'Etat, que vous vouliez bien accepter cette suggestion.

Ici même, à maintes reprises, nous avons exprimé nos inquiétudes sur la situation des théâtres lyriques nationaux. Malgré certaines affirmations optimistes, nous avons persisté dans notre opinion. Nous devons considérer que nous avons raison — nous le disons avec humilité car il n'y a jamais lieu de se réjouir des catastrophes.

Un redressement est encore possible et je fais confiance, pour ma part, à la personnalité de celui qui préside aux destinées des théâtres lyriques nationaux ; l'auteur de *Phédre*, du *Chemin de lumière*, le membre éminent du groupe des six mérite qu'on salue au passage son courage et son désintéressement.

Nous attendrons le prochain budget pour apprécier l'œuvre accomplie.

Il est une autre manifestation infiniment valable dont le destin nous inquiète. Je veux parler du Théâtre des nations.

Si des mesures importantes ne sont pas prises, ce théâtre sera condamné à disparaître. Les grands théâtres étrangers paraissent se détourner du Théâtre des nations parce que les résultats qu'ils peuvent obtenir ne justifient pas les dépenses considérables à la charge du pays dont ils dépendent. Cette attitude paraît bien en rapport avec la pauvreté des moyens techniques du théâtre Sarah Bernhardt ; ce théâtre est vieux, mal équipé, sans dessous et ne comporte que 700 places utilisables.

D'autre part, on est obligé de diriger le public vers différents théâtres, ce qui le déconcerte et le lasse.

Il faudrait trouver un théâtre disposant d'une scène d'opéra et de ballets, d'une scène de comédie et d'une scène pour les

petits spectacles. Ce théâtre existe à Paris ; c'est celui des Champs-Élysées. Il est, en effet, le seul qui réunisse ces trois possibilités.

D'autres réformes doivent être accomplies, mais ce ne sera pas aujourd'hui notre propos.

Il faudrait être de mauvaise foi, monsieur le ministre, pour ne pas reconnaître l'effort que vous avez accompli en faveur de l'art dramatique.

La création de centres dramatiques, de centres culturels, le budget des subventions distribuées à de nombreuses organisations, constituent une œuvre qu'il nous paraît indispensable de souligner.

En revanche, la situation du théâtre privé nous paraît bien moins brillante. Ici encore, il s'agit, entre autres choses, d'une question de taxes et, singulièrement, de la taxe sur les prestations de services qui se répercute en cascade, comme pour le cinéma.

Qu'en vous prête l'intention, monsieur le ministre d'Etat — on ne prête qu'aux riches (*Sourires.*) — de nationaliser en quelque sorte le théâtre. Pour notre part, cela n'est pas pour nous effrayer.

Il s'agira alors du recrutement des acteurs. Nous souhaiterions que pour les centres dramatiques et culturels et pour les entreprises de spectacles subventionnées, obligation soit faite d'engager dans leur troupe un tiers des lauréats du conservatoire national et, par dérogation, d'anciens élèves ; un tiers d'artistes lyriques dramatiques exerçant leur profession depuis cinq ans au moins ; un tiers d'artistes dont le choix serait laissé à la discrétion des directeurs. C'est un souhait que nous formulons, certains d'être l'interprète de nombreux comédiens et de ceux qui s'intéressent à l'art dramatique.

Nous pensons aussi, par ce moyen, stimuler tous ceux qui préparent les conservatoires de province d'autant que sur la proposition de son directeur, M. Roger Ferdinand, le conseil supérieur du conservatoire vient de décider que les premiers prix des conservatoires de province sont dispensés de subir les premières épreuves du concours d'entrée au conservatoire de Paris.

Nous nous réservons, un jour prochain, de traiter de la crise du théâtre et non pas de l'art dramatique. Nous voulions seulement, aujourd'hui, attirer votre attention sur ces quelques points qui nous ont paru intéressants. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Collette.

M. Henri Collette. Monsieur le ministre, mon intervention sera très brève.

En 1961, je vous avais demandé ce que vous comptiez faire pour la cathédrale de Boulogne-sur-Mer. Au mois de novembre 1961, vous m'aviez répondu que, dans le cadre du IV^e plan quadriennal, d'importants travaux seraient effectués dans le courant de l'année 1962. Or, rien n'a été fait.

Dans la partie supérieure de l'édifice, tout est à claire-voie, si bien que, en hiver, la température à l'intérieur de la cathédrale est absolument insupportable. Il conviendrait donc, pour le moins, d'achever la clôture de l'ensemble de l'édifice.

En outre, toute la façade est dans un état pitoyable, à tel point qu'un petit clocheton menace de s'effondrer et qu'une palissade entoure la plus grande partie de cette façade.

Il est inconcevable que l'on ait laissé la façade dans cet état alors que des milliers de personnes étrangères se rendent chaque année dans notre cathédrale.

Comme le Pas-de-Calais a beaucoup souffert de la guerre, et la ville de Boulogne-sur-Mer plus particulièrement, j'aimerais savoir, monsieur le ministre, quels crédits vous entendez affecter cette année à la restauration de cet édifice.

M. le président. La parole est à M. Grenier.

M. Fernand Grenier. Monsieur le ministre, vous m'aviez reproché, il y a un an, de dresser un tableau trop pessimiste de la situation du cinéma français. Or, en ce début de 1963, nous voici — et c'est un fait sans précédent — placés devant la menace de grève des producteurs français de films.

Les raisons de cette situation sont connues. On a réalisé l'an dernier, coproductions comprises, 88 films. C'est le chiffre de production le plus bas depuis au moins dix ans.

C'est un autre fait que sur 3.000 techniciens et ouvriers du film, près de 2.000 sont sans emploi.

Le chiffre des entrées dans nos salles est tombé de 411 millions en 1957 à 326 millions en 1961, soit une diminution d'environ 100 millions en cinq ans.

A quoi est due cette régression ?

Une première cause, à notre avis, est celle de l'évolution du public. Longtemps, le cinéma a produit une marchandise que le public acceptait telle quelle. On se rendait chaque samedi

soir ou chaque dimanche, en famille, dans la salle du quartier pour voir n'importe quel film. Mais le public, aujourd'hui, va voir un film qu'il a choisi et ses goûts sont très variés.

Le succès à Paris, pendant les fêtes de Noël et du Nouvel An, du classique *Blanche-Neige*, les 700.000 entrées enregistrées à Paris pour *La Guerre des boutons* apportent la preuve qu'il existe toujours un large public de jeunes, un large public familial pour lequel on ne réalise pas assez de films. Les chiffres montrent également, avec *Le jour le plus long*, qu'il existe un public s'intéressant aux grands événements historiques.

Enfin, en troisième position dans la statistique des exclusivités parisiennes se trouve un film d'un tout autre genre : *Le repos du guerrier*. Comme vous le voyez, le public est très varié et ceux qui regrettent le succès de ce film doivent être placés devant les responsabilités gouvernementales en matière de censure.

Où, c'est pour éviter les rigueurs de la censure que trop de productions tombent dans l'indigence, la pauvreté d'esprit. C'est un fait qu'il a été pratiquement interdit, pendant les sept années du drame algérien qui a cependant marqué si fortement notre pays et ébranlé la nation, de faire la moindre allusion à la guerre d'Algérie.

Jean-Luc Godard, qui avait osé timidement le faire, a vu son film *Le Petit Soldat* brutalement interdit.

Même Maupassant a été censuré, puisque le film tiré de *Bel-Ami*, rigoureusement conforme, dans ses dialogues, à l'œuvre littéraire, a subi les rigueurs d'une censure certes insensible aux aventures galantes du héros mais hérissee par la critique de Maupassant contre les milieux politiques du XIX^e siècle et le colonialisme.

En fait, on demande de moins en moins aux créateurs s'ils ont quelque chose à exprimer. Il leur est demandé de ne pas « avoir d'histoires » avec la censure, d'être conformistes à l'égard du pouvoir, car un film coûte fort cher et il doit être amorti. Et comme il faut, malgré tout, faire du nouveau, on cherche à « faire choc » dans les seules directions permises par la censure, au point qu'un réalisateur français a pu écrire que le père de l'école érotique française du cinéma était l'ex-ministre de l'information, l'ex-grand prêtre de la censure, M. Terrenoire, auteur du décret draconien du 18 janvier 1961 sur la censure. (*Rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Réfléchissez bien, ce n'est pas une boutade.

La seconde question à débattre est celle de l'adhésion de notre cinéma au Marché commun.

Nous avions, à l'époque, exprimé nos craintes. Nous disions en 1959 : « Si le cinéma français existe encore, c'est qu'il a été sauvé par les lois d'aide de 1948 et de 1953 ». C'est pourquoi nous recommandions la reconduction pour trois ans de cette loi d'aide.

Votre décret du 16 juin 1959 en a décidé autrement et nous sommes aujourd'hui placés à Bruxelles devant des modifications apportées à notre système actuel.

L'aide accordée à ce jour pour nos ventes à l'étranger sera supprimée. En compensation, le taux de l'aide sur les recettes réalisées en France, actuellement de 7 p. 100, serait porté à 15 p. 100.

Toute la profession se déclare d'accord avec ces modifications, mais on me dit que notre représentant à Bruxelles n'en serait pas un très chaud partisan. Si cette information était confirmée, il serait sans doute de bonne politique de rappeler à cet étrange fonctionnaire qu'il existe dans le traité de Rome une clause de sauvegarde des industries en difficulté, ce qui est le cas du cinéma français.

A l'heure où l'Italie reconduit jusqu'au 30 juin 1964 sa propre loi d'aide, à l'heure où l'Allemagne fédérale, si violemment hostile pendant des années à notre loi d'aide, prend elle-même toute une série de mesures de sauvegarde du cinéma Ouest-allemand en plein naufrage, notre représentant à Bruxelles doit être convaincu que notre loi d'aide est une nécessité.

J'ajoute à son propos qu'il faut s'en tenir à la notion exacte de film français, telle qu'elle figure à l'article 13 du décret du 30 décembre 1959, c'est-à-dire un film qui n'utilisera ni studio étranger, ni vedette étrangère, ni technicien étranger.

Il convient aussi, à notre avis, de repenser l'aide à l'exploitation. C'est un fait que sur 62 millions de francs prélevés aux guichets au titre de la loi d'aide en 1962, seulement 9 millions sont accordés au titre de prêts aux salles de cinéma. En fait, depuis le 1^{er} juillet 1960, les salles de cinéma ne participent plus au bénéfice de l'aide. Il faut donc revenir à ce qui avait été admis dans les anciennes lois de 1948 et de 1953, l'aide à l'exploitation — et en premier lieu, à la petite et moyenne exploitation — sous des formes à déterminer avec les représentants des intéressés.

J'en viens rapidement au troisième problème, car je ne veux pas dépasser les huit minutes de mon temps de parole. Ce troisième problème, c'est la coopération nécessaire entre le cinéma et la télévision.

La télévision est placée en face du cinéma dans des conditions qui la favorisent : monopole gouvernemental, elle n'est soumise à aucune fiscalité ; le problème de l'amortissement de ses émissions, filmées ou autres, ne se pose pas ; elle dispose des studios qu'elles a retirés peu à peu au cinéma et, en projetant elle-même des films, elle a enlevé une partie des clients aux salles de cinéma.

Elle a formé peu à peu ses propres créateurs et, par exemple, les réalisateurs de la récente *Carmen* ou de *L'Affaire Calas* sont des hommes de valeur ; mais il y a, à la télévision comme au cinéma, des chefs-d'œuvre, des émissions bonnes, des émissions passables et aussi des émissions très mauvaises.

Par conséquent, rien ne justifie à nos yeux, la notion de « chasse gardée » qui a cours dans les milieux gouvernementaux, ni en matière d'information, ni en matière de spectacle.

C'est pourquoi nous réclavons la coopération entre le cinéma et la télévision. M. Bordaz, directeur général de la R. T. F., a laissé entendre, dans sa récente conférence de presse, qu'on envisageait cette collaboration pour la seconde chaîne qui fonctionnera, a-t-il dit, en avril 1964. Pourquoi ne pas l'envisager aussi pour la chaîne actuelle, non seulement par l'achat au cinéma de droits de passage pour des films anciens, mais par la signature d'accords pour la fourniture à la R. T. F. de programmes produits par l'industrie cinématographique française ? On ne comprend pas surtout pourquoi un quota annuel n'est pas établi — comme à la B. B. C. — pour le passage à la télévision de films étrangers doublés. A ce propos, j'indique qu'on procède actuellement au doublage en série, en vue des programmes de la seconde chaîne, de films américains d'une qualité souvent médiocre.

Nous ne sommes pas opposés au doublage de films étrangers de qualité, selon un quota déterminé, mais je prie M. Bordaz, si besoin est, de consulter « L'Histoire générale du cinéma » de Georges Sadoul. Il y découvrira les titres de centaines de films français de qualité produits au cours des quarante dernières années, de quoi alimenter pendant longtemps le petit écran, même lorsqu'il y aura deux chaînes.

Quatrième et dernier problème : celui de la fiscalité. Si j'en crois les statistiques de 1960, les salles de cinéma ont réalisé à leurs guichets 65 milliards 706 millions d'anciens francs de recettes brutes. Les taxes perçues sur ces recettes ont été de 15 milliards 800 millions de francs, soit 23 p. 100. M. Ribadeau Dumas pense que ces taxes, ajoutées aux autres charges fiscales, représentent en réalité 30 p. 100. Quoi qu'il en soit, la demande de détaxation est amplement justifiée.

Le Gouvernement lui-même s'en est rendu compte et il a demandé aux communes d'abaisser de 2 p. 100 les tarifs actuels de l'impôt sur les spectacles qui sont de 6 p. 100, de 12 p. 100 et de 16 p. 100. Les députés maires qui sont nombreux dans cette Assemblée ont réagi comme il était aisé de le prévoir.

« Le Gouvernement, disent-ils, a de plus en plus tendance à mettre à la charge des communes les dépenses de police, de sapeurs-pompiers, les contingents d'assistance, l'enseignement. Les communes en pleine expansion démographique sont confrontées avec des problèmes difficiles pour trouver des crédits en particulier pour les écoles, la voirie, l'éclairage des nouveaux quartiers, etc. Nos municipalités doivent aider plusieurs millions de vieillards qui n'ont que trois francs par jour de retraite et par ailleurs elles sont rigoureusement tenues de trouver leurs ressources dans le cadre des lois et décrets existants ».

Ces arguments de nos maires sont solides, mais ceux des représentants de l'industrie cinématographique ne le sont pas moins. C'est pourquoi le Gouvernement ne peut pas s'en sortir en jouant les Ponce Pilate, en retirant simplement au budget d'assistance des communes le produit des exonérations fiscales de l'industrie du cinéma.

C'est le Gouvernement qui a la possibilité de pratiquer une politique de choix au sein des grandes masses budgétaires. Je m'excuse d'avance auprès de certains de mes collègues de ce que je vais dire, mais nous en revenons toujours au même impératif. Plus nous sommes confrontés avec l'acuité des problèmes soulevés au cours de cette discussion budgétaire, qu'il s'agisse de logements, d'écoles, de transports, d'équipement sanitaire ou, comme aujourd'hui, d'équipement culturel, plus s'ancre en nous la conviction profonde que les dépenses considérables des cinq prochaines années pour la force de frappe atomique mettent en danger tous les autres secteurs de l'équipement national. (*Murmures sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Gabriel Kaspereit. Que vient faire la force de frappe dans ce débat ?

M. Fernand Grenier. Le Gouvernement et sa majorité peuvent ne pas partager le point de vue que j'exprime. C'est leur droit. Mais il leur incombe alors de rechercher les moyens de donner satisfaction à l'industrie cinématographique autrement qu'en

puissant dans des budgets communaux si souvent inférieurs aux besoins élémentaires des communes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

C'est en raison de la concurrence que la télévision portait au cinéma que la Grande-Bretagne a ramené, il y a trois ans, l'imposition fiscale frappant son cinéma de 17 à 0,40 p. 100. Puisse le Gouvernement français montrer le même esprit de compréhension.

J'en arrive à ma conclusion.

Au nom du groupe communiste, j'ai apporté, ce soir, des propositions constructives qui tendent à porter remède à la crise de notre cinéma.

Cette fidélité à une action législative poursuivie depuis dix-huit années ressort, à la fois de notre attachement à un art populaire par excellence — aimer, c'est agir — et de notre volonté passionnée de voir le cinéma français continuer à tenir sa place dans le monde.

Des esprits superficiels rétorqueront que certains films sont malsains. Nous ne nions pas l'existence des ombres, mais elles ne nous cachent pas la lumière, le message humanisé que tant d'œuvres françaises ont porté hors de nos frontières depuis un demi-siècle.

Notre cinéma peut et plus encore doit apporter sa contribution à la cause de la fraternité des peuples et du bonheur de l'homme. Sa disparition serait une catastrophe nationale. Les représentants du pays ont le strict devoir de ne jamais l'oublier et d'agir en conséquence. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Ramette.

M. Arthur Ramette. Mesdames, messieurs, j'aborde un problème qui a été évoqué il y a quelques instants par M. Bouvard et qui, ainsi que notre collègue l'a précisé, nécessiterait un vaste débat. Mes observations seront forcément limitées par le bref temps de parole qui m'est imparti.

Vous n'ignorez pas, monsieur le ministre, les difficultés de nos théâtres de province, en particulier des théâtres lyriques décentralisés. Leur déficit entraîne une charge écrasante pour les villes qui ont le redoutable honneur de leur assurer une survie plutôt aléatoire.

Je parle en connaissance de cause, étant conseiller municipal de Lille, ville qui a le privilège peu enviable de posséder deux théâtres. Leur renom est grand; il va bien au-delà de nos frontières, car nombreux sont, en effet, nos amis belges qui les fréquentent aussi assidûment que les théâtres bruxellois. Mais la renommée de nos théâtres pourrait connaître un plus grand lustre, grâce à des moyens financiers correspondant à leurs possibilités d'épanouissement.

Hélas, ces moyens sont extrêmement limités du fait de l'insuffisance de l'aide qu'apporte le Gouvernement aux théâtres de province. Que peut faire la ville de Lille pour la splendeur de ses théâtres, quand leur déficit atteint 215 millions d'anciens francs pour la saison 1961-1962? Face à ce déficit, l'aide de l'Etat a été limitée à 14 millions d'anciens francs, c'est-à-dire à une somme véritablement dérisoire alors que notre ville a dû, au cours de ces dernières années, dépenser des centaines de millions pour l'entretien des bâtiments, la remise en état des salles et des scènes.

Vous me répondez peut-être, monsieur le ministre, qu'il importe d'accroître les recettes. Mais pour cela, il faut pouvoir afficher des troupes et des spectacles de grand renom, des mises en scène exceptionnelles, ce qui suppose des mises de fonds considérables, impossibles sans une aide substantielle de l'Etat.

Le remède ne sera apporté que lorsque le Gouvernement considérera les théâtres de province comme parties prenantes du capital intellectuel et culturel de la nation et leur procurera en conséquence les moyens financiers permettant leur rayonnement.

Je doute que ce soit là l'intention du Gouvernement, quand je constate que les crédits de l'article 12, chapitre 43-23, sont les mêmes en 1963 qu'en 1962.

Je vous demande donc, monsieur le ministre, d'une part, d'envisager une aide plus substantielle aux théâtres dramatiques et lyriques de province, afin de leur assurer leur plein épanouissement artistique et du même coup une audience renouvelée et élargie auprès du grand public, d'autre part, d'aider financièrement la ville de Lille plus largement que vous ne l'avez fait jusqu'à présent.

J'ajoute que j'ai lu dans l'avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale le passage suivant: « L'ensemble des commissaires souhaitait l'accroissement des moyens mis à la disposition des troupes de théâtre itinérantes ».

Je vous signale à cet égard l'effort courageux et passionné déployé par la troupe d'amateurs du Théâtre populaire des Flandres pour faire rayonner l'art théâtral dans les communes

les plus déshéritées en matière de spectacles et pour conquérir à cet art un public populaire des plus larges.

Je vous demande donc, monsieur le ministre, d'aider largement cette phalange artistique en lui attribuant une importante subvention sur les crédits dont vous disposez. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Mainguy.

M. Paul Mainguy. Monsieur le ministre, permettez-moi d'appeler votre attention sur la situation des musées de la France d'outre-mer.

Ces musées sont presque toujours consacrés à la conservation de divers éléments ayant une origine locale, ce qui est parfaitement normal. Je comprends fort bien que l'on trouve à la Martinique un musée consacré à la vulcanologie ou que l'on trouve au musée de Papeete une riche collection de tikis.

Mais les objets dont il s'agit n'offrent pas forcément un intérêt palpable pour les habitants des départements ou des territoires d'outre-mer.

Voici un exemple concret. Je lis dans un catalogue que le musée de Nouméa est consacré à l'ethnographie, à la minéralogie, à la conchyliologie et à l'ornithologie, sciences certes très intéressantes, mais il me semble que si j'étais originaire de ces contrées heureuses, j'aimerais trouver autre chose dans le musée de ma ville. Ce que j'aimerais y voir avant tout, ce sont des œuvres d'art venues de France et représentatives de notre patrimoine artistique national.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de remplacer ces musées par des agences touristiques, mais de donner à nos frères lointains une impression d'ensemble des capacités artistiques de la métropole.

Les possibilités de conservation des œuvres d'art étant, dans ces pays, différentes de celles que nous connaissons, il serait parfois prudent d'envoyer là-bas des copies — pourquoi pas? il y en a de très belles — l'essentiel étant qu'elles évoquent la vie et les paysages de la mère patrie.

J'ajoute qu'en face des progrès du tourisme international, ce serait un moyen de donner à certains visiteurs étrangers l'envie de venir compléter, en France même, la connaissance d'un art dont ils auront pu voir un échantillon.

Ce que je viens de dire s'applique également à certains musées d'Afrique noire, où nous avons conservé des intérêts. Ce serait là une question à étudier en accord avec les gouvernements intéressés. De toute façon, les Français d'outre-mer comme ceux de la métropole ont le droit de bénéficier de l'effort culturel actuel. C'est dans ce sens que je vous demande, monsieur le ministre, de vous intéresser à la situation de nos musées lointains. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. de la Malène.

M. Christian de la Malène. Je voudrais vous poser une simple question, monsieur le ministre d'Etat. Où en est la préparation des décrets d'application de la loi permettant la promotion sociale des architectes non diplômés?

Il y a bientôt deux ans que le Parlement a voté la loi permettant aux praticiens qui n'avaient pas pu suivre le cours normal des études d'architecture, d'accéder à la profession et au diplôme d'architecte, mais les décrets d'application ne sont pas encore parus. Je comprends que certains professionnels ne soient pas favorables à ce texte. Or le Parlement s'étant prononcé, il importe que ces décrets voient bientôt le jour.

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je tiens particulièrement à remercier MM. les rapporteurs de l'aide qu'ils m'ont apportée. Comme de coutume, nous avons eu — et c'est normal — un débat consacré à l'examen de questions générales et de problèmes particuliers. Qu'il s'agisse de problèmes particuliers posés à l'intérieur de questions générales ou de ceux qui ont été soulevés par tel ou tel intervenant, je vais, dans la mesure du possible, vous répondre, me réservant, le cas échéant, de renvoyer en commission ou en entretiens privés toute question qui ne présenterait pas un intérêt général. L'Assemblée ne peut perdre une heure ou deux à s'occuper de tel ou tel cas particulier.

Je commence par répondre point par point aux questions qu'apportaient des réponses, soit parce qu'elles traduisaient certaines inquiétudes, soit parce qu'elles étaient des interrogations de M. Beauguette. A tous ceux qui sont intervenus, je dis d'abord que je fais miennes les prévisions du plan. Il est vrai que nous n'avons pas obtenu autant d'argent que nous en demandions. Je

pense, moi aussi, que c'est regrettable ; mais ce qui a été prévu par le plan a complètement notre approbation. C'est ce qui doit être fait et si nous ne pouvons pas le faire tout de suite, nous le ferons un peu plus tard, en y mettant l'acharnement convenable. Si les services des finances nous prennent une cathédrale, nous leur reprendrons, tous ensemble, une dizaine d'églises. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

C'est ce qu'on appelle la solidarité ministérielle. (Sourires.)

Vous savez comme moi que nous avons obtenu un sérieux résultat en faveur des réparations dues au titre des dommages de guerre.

Nous devons achever notre programme en 1977. Nous avons eu l'engagement formel qu'il serait terminé en 1970.

Rendons-nous bien compte, mesdames, messieurs, que l'accomplissement d'un tel programme, d'ici 1970, sera vraiment très difficile quand on songe à l'importance de ces dommages, car même si on nous donnait demain tout l'argent que nous demandons, nous ne pourrions pas en user. On nous a dit que nous abandonnions les tailleurs de pierre, ce qui, naturellement, est ridicule. Au contraire, nous en avons le plus grand besoin, mais même en employant tous les tailleurs de pierre disponibles, croit-on qu'on remettrait en état huit cathédrales ?

A l'heure actuelle, pour réparer l'intérieur du château de Vincennes, nous sommes obligés d'attendre parce que les ouvriers spécialisés manquent.

Je serais heureux que l'un de vous que la question intéresserait allât voir en ce moment Trianon. Les journaux sont pleins d'explications sur la luxe des installations qui seront mises à la disposition d'on ne sait quels hôtes, tantôt de ceux qui réellement y viendront — les chefs d'Etat étrangers — tantôt d'autres. A la vérité, lorsqu'un panneau de Trianon est disjoint, il ne s'agit pas de remettre simplement une baguette comme on le fait dans un de nos appartements ; il faut refaire l'ensemble du panneau, ce qui demande un mois.

Tous ces problèmes sont complexes : il n'y a plus en Europe autant d'artisans qu'autrefois, même en Italie. Chez nous, il en est de même et l'on ne peut donc pas faire rapidement les travaux de remise en état des monuments atteints par la guerre.

Disons-nous que l'année 1970 représente un terme possible.

En ce qui concerne les fouilles, la commission d'études a terminé la première partie de sa tâche. Vous le savez comme moi, la question ici encore est complexe. Chose extraordinaire, la France, qui a été probablement le premier pays du monde pour l'organisation internationale des fouilles au cours des cinquante dernières années, a été remis en état les monuments khmers, effectué les fouilles d'Afghanistan, la France qui a redécouvert le monde parthe — j'en passe, notamment le musée du Bardo — la France n'a pas de législation nationale des fouilles, ni d'inventaire des objets de fouilles français. Nous connaissons infiniment mieux l'art de l'Afghanistan que l'art gaulois.

Dans cette situation qui dure depuis un siècle, il fallait mettre bon ordre ; mais cela ne se réalise ni vite, ni facilement. Enfin, la chose est faite : la commission a été constituée et quand elle aura achevé ses travaux elle nous dira ce qu'elle attend de nous et ce que nous pouvons faire. Je pense que ce que nous pourrions faire est à peu près ce qu'elle attend, au moins dans les quatre premières années. Ensuite, nous retrouverons le plan.

Ainsi, dans le domaine des fouilles, une amélioration fondamentale a été apportée.

En ce qui concerne les monuments historiques, un énorme travail d'inventaire doit être effectué. A cet égard, on ignore généralement que les pays d'Europe ont très peu d'inventaires de leurs monuments historiques. On cite en exemple l'Allemagne et il est vrai que parfois l'Allemagne a réalisé un travail magnifique. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'effectue sur la base des Laënder. C'est comme si l'on disait chez nous par exemple que le travail archéologique dans l'Eure-et-Loir est de premier ordre. Cela est exact, mais ce qui est vrai en Eure-et-Loir n'est pas vrai partout. C'est vrai en Bourgogne mais, je le répète, ce n'est pas vrai partout.

En France, ce travail d'inventaire demandera vingt ans, avec le concours des spécialistes de la Sorbonne et du C. N. R. S. dont nous pouvons disposer. Cela donne une idée de la tâche devant laquelle nous nous trouvons. Nous demandons à des spécialistes, qui ne sont pas tous des fonctionnaires — le président de la commission est le professeur Chastel de la Sorbonne — d'effectuer un travail qui nous permette de mettre dès maintenant à la disposition des villes ou à la disposition des architectes, le cas échéant, les moyens d'information les plus amples.

A l'égard des monuments historiques, nous pensons obtenir un résultat dans six mois. Pour établir des priorités, nous avons déjà fait ensemble la loi des sept monuments. Les travaux qu'elle prévoyait ont commencé sur certains de ces monuments. La plupart d'entre vous passent devant les Invalides et voient ce qui s'y fait.

Les monuments insignes étant en cours de réfection, il nous faudra sans doute envisager ensemble une seconde loi de programme.

La première sauve la cathédrale de Reims. Mais nous ne pourrions pas indéfiniment nous satisfaire de la cathédrale de Reims. Les journaux de Normandie écrivent qu'il est indécent que certains monuments de Rouen ne soient pas encore restaurés. Nous avons beau dire que les travaux effectués à la cathédrale sont de première importance, il n'en est pas moins vrai que le Palais de justice est dans l'état que nous savons.

On ne peut pas admettre indéfiniment que, sous prétexte qu'un effort a été consenti pour les Invalides et pour Versailles, nous laissions tels qu'ils sont des monuments de l'importance de ceux de Rouen, sans parler de ceux de Strasbourg.

Il y a donc là une seconde tâche à accomplir et elle ne pourra l'être le moment venu, que par une seconde loi de programme. (Applaudissements.)

Nous devons aussi obtenir un relèvement des dotations budgétaires concernant les dix mille édifices classés. Des chiffres ont été cités à cet égard et l'inventaire supplémentaire fait encore apparaître un nombre considérable d'édifices intéressants. Mais pour ne s'en tenir qu'aux édifices classés d'importance — nationale et internationale — on arrive effectivement au chiffre de dix mille. Nul doute qu'un relèvement des dotations budgétaires ne s'impose, faute de quoi nous ne pouvons rien faire.

Or, s'il est vrai qu'on peut facilement différer certains travaux, il est aussi vrai que l'on doit prendre extrêmement garde aux retards, car le monument réparable demain avec un ou deux millions d'anciens francs peut ne plus l'être dans dix ans, même avec 25 millions.

M. Beauguitte a abordé ensuite le problème du théâtre. En ce qui concerne la réunion des théâtres lyriques nationaux, je synthétiserai la situation de la façon suivante.

Il fallait, d'abord, remettre de l'ordre dans le domaine social. L'Opéra était une maison qui se définissait par les grèves. Avant qu'interviennent les nouvelles mesures on a compté dix grèves ; depuis, il n'y en a plus eu une seule.

Je ne dis pas que la situation actuelle soit parfaite. Mais un Opéra insuffisant qui marche vaut mieux qu'un Opéra excellent qui ne marche pas. (Sourires.)

Il faut bien dire que les services ont fait de leur mieux. Etablir des conventions collectives qui soient accueillies avec sympathie par les ouvriers de l'Opéra, par les chanteurs — car nous avons des syndicats de toutes natures — et aussi par les directeurs de l'Opéra, ce n'était pas, mesdames, messieurs, chose si facile, vous le savez tous.

S'arranger avec une personne est déjà difficile, dit-on aux Etats-Unis, mais alors avec trois !... (Rires.)

Sur le plan du redressement artistique, il est clair que l'Opéra a repris une ligne qui est défendable. Il est clair aussi que la défense de la véritable musique assumée par Georges Auric est ce que nous attendions de lui, que la reprise de *Bolivar* et celle de *Salade*, œuvre d'un grand musicien, sont des succès. Ce qui est tenté aujourd'hui est ce qui devait être tenté.

En l'occurrence, l'homme est en place depuis peu de temps et il faut se dire qu'on ne refait pas l'Opéra en huit jours.

Quant à l'Opéra-Comique, j'exposerai prochainement sa situation en commission, si vous le voulez bien. Je pense, en effet, être en état de faire dès la semaine prochaine des propositions de transformation de cette scène.

En ce qui concerne les festivals, une première proposition tend à augmenter la subvention. Vous savez aussi bien que moi qu'il convient de prendre garde à une proposition de cette nature, car il est bien connu le petit jeu qui consiste à faire augmenter la subvention, après quoi l'on ne vote pas les impôts.

Mais quelques-uns d'entre vous ont formulé une autre proposition dont je m'entretiendrai avec votre commission, car elle me paraît particulièrement féconde. Elle préconise l'organisation sur l'ensemble du territoire non plus de festivals annuels mais de festivals ayant lieu tous les deux ans : en les situant de façon à éviter toute année creuse ; ainsi les communes qui organisent ces festivals pourraient disposer de deux fois plus d'argent et de deux fois plus de temps pour les préparer.

Quant à l'aide à la musique, elle va de soi. Vous connaissez la situation dans ce domaine : depuis près de cinquante ans, il n'y a jamais eu d'organisation véritable de la musique en France. Il y a eu des services ou des gens peu aidés, disposant de peu de moyens, qui faisaient de leur mieux pour aider la musique. De temps à autre, il y avait un peu plus d'argent et cela donnait un peu plus de tutus, un peu plus de ballets ; le résultat était le néant.

Il est grand temps d'en finir. Nous avons créé une commission qui, cette fois, en est une, car elle comprend non seulement de hauts fonctionnaires mais sept ou huit des plus grands spécialistes de la musique en France. Cette commission est saisie de tous les problèmes de musique.

Il n'est pas douteux, mesdames, messieurs, que l'année prochaine je serai amené non pas à demander une augmentation de 5 p. ou 10 p. 100 du budget de la musique, mais à dire à M. le ministre des finances et à vous-mêmes : voulons-nous ou non faire de la musique en France ? Voulons-nous que l'Etat aide la musique en France ? Si c'est oui, alors qu'il l'aide comme il aide les musées, c'est-à-dire sérieusement, en organisant un système délibéré avec des buts et des moyens. Ce ne sera pas alors 5 p. 100 mais 400 p. 100 d'augmentation de ce budget que je demanderai. Ainsi, on s'occupera de la musique. Sinon, on fera ce qu'on a beaucoup fait : on fera semblant.

En ce qui concerne le cinéma, je traiterai l'ensemble du problème en répondant à M. Ribadeau Dumas.

La transformation de l'institut des hautes études cinématographiques fera l'objet d'une réunion qui aura lieu à l'Hôtel Matignon avant la fin de ce mois. Nous nous orientons vers la création d'une école commune de cinéma et de télévision.

D'autre part, en ce qui concerne l'extension à l'exploitation des crédits du fonds de développement économique et social, le vœu du rapporteur rejoint le désir du Gouvernement. Mais le problème ne sera examiné qu'après l'achèvement des pourparlers en cours avec les organismes du Marché commun et dont je dirai un mot tout à l'heure.

Le plan d'allègement fiscal, vous le savez doit venir devant vous la semaine prochaine. Je suis provisoirement d'accord avec les observations de M. le rapporteur et j'estime que s'il appartient aux services des finances d'administrer dans leur domaine, le fait de donner aux municipalités la possibilité d'un choix équivalent à rendre inefficaces les moyens que l'on veut accorder et à ne pas faire ce qui est promis. Cela dit, il vous appartient d'en juger.

Quant au souhait exprimé par la commission, d'une coordination plus étroite avec le ministère des affaires étrangères, je considère que c'est un problème technique et je préfère ne pas l'aborder à la tribune. (*Sourires.*)

Evoquant les maisons de la culture, M. Marcenet a posé deux ou trois questions sur lesquelles je vais insister, car je les considère comme importantes.

Certains membres de votre commission soutiennent que si l'on fait des maisons de la culture autour de ce qui existe, on risque de défendre toujours ce qui, après tout, se défend et d'abandonner toujours les abandonnés. L'argument est de poids et je ne erois pas que l'on doive y répondre avec facilité.

Il faut d'abord comprendre que nous travaillons dans des ordres successifs. Prétendre que l'on peut créer une maison de la culture en un lieu où il n'y a rien est pure chimère. C'est dire qu'une fois de plus on fera semblant. Au contraire, implanter au Havre une maison de la culture qui est en train de devenir un prototype pour celles des Etats-Unis, y placer un animateur de premier ordre et lui donner les moyens d'en faire un modèle par sa vie propre, comme, après tout, l'édifice est un modèle par sa seule existence, est chose raisonnable.

Je crois donc que nous devons d'abord développer les possibilités de ce qui existe avant de l'étendre je dirai tout à l'heure dans quel esprit.

Nous devons en même temps porter un effort considérable sur l'école de formation d'animateurs de façon que lorsque quatre ou cinq maisons de la culture valables sur le plan européen seront prêtes à fonctionner, on puisse disposer d'une vingtaine d'animateurs à envoyer dans les lieux déshérités.

C'est seulement ensuite que nous devons entreprendre une action à la fois sur les maisons de la culture à développer et sur les maisons de la culture à créer, faute de quoi nous agirions dans le vide et probablement ne parviendrions à rien, nos moyens étant limités.

La question des troupes théâtrales itinérantes a été posée par plusieurs d'entre vous. Je répondrai par une seule phrase : nous sommes d'accord. Il y a beaucoup à faire et l'on a déjà beaucoup fait dans le domaine de l'art dramatique. Nous pouvons espérer augmenter assez rapidement l'aide aux troupes théâtrales itinérantes.

En ce qui concerne la télévision, le lien avec le cinéma est extrêmement souhaitable. Vous le savez, la commission qui avait été créée pour l'examen de ces problèmes avait déposé des premières conclusions. Mais je ne dois répondre aujourd'hui que sur le fond.

L'union est incontestable. La division, au moins comme division totale, est un non-sens. C'est un problème de matière première : il y a des arts de la lumière et ils doivent se rejoindre. Mais il intervient là une autre notion : le cinéma de qualité ressemble à la télévision de qualité tandis que le cinéma courant ne ressemble pas à la télévision de qualité.

Ces difficultés ne sont nullement insurmontables et la ligne générale est, de toute évidence, celle d'un travail commun.

Un autre problème préoccupe beaucoup d'entre vous : celui du « 1 p. 100 ».

On a dit qu'il s'agissait d'une loi. Ceux qui siègent depuis longtemps sur ces bancs savent que ce n'est pas une disposition législative. Quoi qu'il en soit, un texte existe en vertu duquel chaque fois que l'on construit un bâtiment scolaire, école primaire ou université, on doit, en principe, affecter 1 p. 100 du montant des travaux à la décoration de l'édifice.

Ce texte avait été pris dans la double intention, d'une part d'habituer les enfants à la vue des œuvres d'art, d'autre part de donner du travail aux peintres qui n'en ont pas. Il a été peu appliqué. En voici la raison.

Il y a cinquante ans, l'accord existait entre l'art représentatif et les monuments. Les monuments aux morts de la guerre de 1870 ont été, vous le savez, très peu nombreux, mais l'un d'eux au moins est un chef-d'œuvre, celui de Rodin. Les monuments aux morts de la guerre de 1914-1918 ? Mieux vaut n'en pas parler et même du tombeau de Foch aux Invalides. Peu à peu, entre la sculpture, disons pour simplifier « réaliste » et la sensibilité générale, un désaccord s'est établi : alors qu'on pouvait toujours dire en Italie que si Michel-Ange ne faisait pas le tombeau des Médicis, on pourrait le confier à un autre, on en est arrivé en France à multiplier, en y dépensant beaucoup d'argent, ces monuments aux morts que nous regardons en province et même à Paris avec tant de tristesse.

Le problème est difficile à résoudre. Il s'agit de savoir si nous voulons donner à tout prix du travail à des artistes pauvres — ce qui n'est pas si ridicule, mais après tout l'argent de la France n'est peut-être pas exclusivement pour cela — ou si nous voulons éduquer nos enfants. Dans cette dernière hypothèse, il faudrait tenter de faire appliquer le texte non pas toujours pour créer des œuvres nouvelles dans les écoles, mais tantôt pour créer des œuvres nouvelles — ce qui est surtout possible dans les universités, avec de grands artistes — et tantôt pour placer dans les écoles des reproductions de grands chefs-d'œuvre que les enfants n'ont jamais vus. (*Applaudissements.*)

Il est certain qu'avec cette part de 1 p. 100 nous pouvons couvrir les murs des écoles de France de la Pieta de Villeneuve-lès-Avignon, qui est un chef-d'œuvre égal à la Jocande, de la Pieta de Noyans, de l'Embarquement pour Cythère, de l'Olympia, de tant d'œuvres qui ont fait la gloire de la France. Je vous demanderai d'y réfléchir.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que je renonce à ce qui a été conçu comme une aide aux artistes pauvres. Ce que je crois, c'est qu'il faut aider les artistes pauvres en faisant en sorte qu'ils le soient moins, mais non pas en rédigeant des lois ou des règlements qui sont inapplicables, qui, en fait, ne leur donnent pas un sou et qui empêchent de faire autre chose.

Sur l'ensemble du cinéma, on nous dit que pèsent sur lui les taxes les plus lourdes du monde. C'est exact, il faut qu'elles cessent, mais depuis trois ans il y a eu la détaxation des salles classées d'art et d'éducation, l'allègement du droit de timbre, le demi-tarif pour la petite exploitation. Actuellement, sont envisagés une nouvelle diminution du droit de timbre frappant la vente des billets de cinéma, un allègement des taux de la taxe sur les spectacles frappant la recette des exploitants de salles de cinéma.

On ne peut pas tout faire à la fois.

Le régime d'aide au cinéma résulte du décret de juin 1959 qui en prévoyait la dégressivité. Celle-ci, vous le savez, devait disparaître en 1967. En fait, devant la gravité de la crise que connaît la production cinématographique française et compte tenu de l'importance de l'aide apportée par l'Italie à sa production nationale, le Gouvernement a pris l'initiative d'étudier une refonte des textes de 1959.

Un nouveau barème d'aide s'inspirant du système italien a été établi. Il est soumis aux instances compétentes de Bruxelles. Celles-ci n'ont nullement refusé d'accepter la demande soumise par la France. Les négociations se poursuivent entre le Gouvernement français et les instances internationales compétentes. Nous avons bon espoir de les voir évoluer favorablement.

Enfin, pour la C. O. F. R. A. M., c'est-à-dire la Société d'exploitation des films français en Amérique latine, devant l'importance du déficit annuel de cette société et compte tenu de l'absence de perspectives de redressement d'une situation qui tient, pour l'essentiel, à la dégradation de la situation économique et financière de ces pays d'Amérique latine, le Gouvernement n'a pas cru devoir intervenir, je dis bien « le Gouvernement », car la question n'est pas uniquement du domaine du ministre des affaires culturelles, ni de celui du ministre des finances. C'est un problème gouvernemental.

Toutefois, le centre national de la cinématographie a reçu pour instructions de renforcer en Amérique latine les moyens d'action qu'il met à la disposition des exportateurs de films français.

Il faut qu'on comprenne bien la situation. L'un des rapporteurs, M. Ribadeau Dumas, a déclaré qu'il ne verrait pas de gaieté de cœur disparaître cet immense public de langue française. Croyez-

bien que moi non plus. Si c'est impossible, ce sera impossible, mais aussi longtemps que nous pourrions maintenir cette présence française, certainement nous le ferons.

J'ai répondu à la question posée par M. Bisson sur les monuments historiques. J'ai répondu également à sa question relative à la musique et elle concerne le comité dont j'ai parlé.

Sur les rapports du cinéma et de la télévision, en gros j'ai répondu. Je précise tout de même que j'ai constitué, en accord avec mon collègue de l'information, un organisme mixte d'études qui se réunit périodiquement pour examiner les problèmes communs. Dès maintenant, une première expérience doit se dérouler en ce qui concerne les studios. En effet, ceux qui doivent remplacer les studios de la Victorine à Nice sont destinés à servir tant les besoins du cinéma que ceux de la télévision.

En second lieu, la télévision entend augmenter le nombre des coproductions de films pour le petit écran en collaboration avec les firmes cinématographiques. Vous le pensez bien, ce n'est qu'un point de départ ; du moins est-ce un point de départ.

M. Jean Moulin, qui a parlé de la décentralisation culturelle, sait comme moi — il l'a d'ailleurs dit — que les questions évoquées sont principalement du ressort de différents autres ministères. Cela étant, j'ai personnellement conscience de la nécessité d'une coordination en matière d'action culturelle, mais elle aussi est d'ordre gouvernemental.

Je veux dire quelques mots sur la question du folklore qu'a posée M. Moulin. Il faut tout de même prendre garde ici à une certaine nostalgie. Il y a eu un monde folklorique ; c'était un monde entier, c'était un rapprochement de l'homme avec une civilisation fondamentalement religieuse, cosmique et quelque chose d'antérieur à la machine. Ce monde a disparu dans tous les pays avec le machinisme ; et nous voyons le folklore iranien ou chinois disparaître là où la machine arrive.

Voulons-nous protéger quelques danses locales ? Bien entendu c'est tout à fait souhaitable et nous devons faire notre possible. Mais si nous voulons maintenir les fêtes saisonnières où toute la jeunesse d'un village se rue dans les feux de la Saint-Jean et va ensuite regarder la télévision (Rires), alors il n'y a aucune chance de réussite et je ne crois pas que l'Etat doive le tenter, car il sera battu d'avance.

Donc sachons qu'il y a un ordre du souvenir. Cet ordre du souvenir, comme le monde des musées, il faut le défendre. Mais ne croyons pas que ce soit une ligne générale à suivre car c'est une ligne générale de la mort.

Je n'avais pas été saisi de l'amendement évoqué par M. Bourtard. Je suis d'accord sur le principe et nous réglerons la question tout à l'heure.

Quant au transfert du théâtre des Nations au théâtre des Champs-Élysées, cette question ne peut être évoquée qu'au sein de la commission, car elle est beaucoup trop technique.

Je crois pouvoir dire que le théâtre des Nations ne se défend pas mal au théâtre Sarah-Bernard. Je suis sûr qu'il se défendrait mieux au théâtre des Champs-Élysées. Mais nous touchons là des problèmes d'argent et de possibilités à propos desquels je ne veux pas faire perdre le temps de l'Assemblée.

En ce qui concerne la nationalisation du théâtre, nous ne serons ni pour ni contre. On peut, à ce propos, paraphraser Montaigne — « Que le gascon y aille si le Français n'y peut aller » — que la nationalisation y aille si l'initiative privée n'y va pas.

Mais dans la mesure où nous recherchons la liberté, sauvons le théâtre comme il est si nous le pouvons. Ce sera déjà assez difficile.

En ce qui concerne la cathédrale de Boulogne-sur-Mer, monsieur Collette, je connais la question. Je vous recevrai quand vous le voudrez et nous en parlerons. La réfection totale coûterait des sommes énormes qui sont en partie justifiées et qui, en partie, ne le sont pas. Il y a certainement nécessité de faire un effort particulier ; j'en suis d'accord. Néanmoins, il y va tout de même d'un précédent.

J'oublie certainement de répondre à d'autres questions posées par certains orateurs, mais nous nous retrouverons. (Sourires.)

J'en arrive à l'intervention de M. Grenier.

Vous avez dit, monsieur Grenier, qu'on vous avait traité de pessimiste. Vous aviez raison de l'être. Les faits sont sans précédent, la situation aussi. Il n'y avait pas de télévision. Avec celle-ci, il fallait bien que le drame arrivât un jour. Il est maintenant arrivé.

Vous avez fait état de chiffres de la France et de ceux de la Grande Bretagne. Mais la Grande-Bretagne a pris des mesures que, comme moi, vous approuvez. Elle a été obligée de fermer en un an mille salles. Nous n'en sommes tout de même pas là, nous en sommes même très loin.

À la question de la collaboration entre le cinéma et la télévision, j'ai répondu par l'affirmative.

En ce qui concerne la conduite du représentant français à Bruxelles, non, monsieur Grenier, permettez-moi de ne pas

vous suivre. Vous mettez en cause un fonctionnaire français, M. Fourré-Cormery, dont chacun sait ici — même vous — avec quelle passion il se consacre sous mon autorité à la défense du cinéma français. Alors, écartons ce point ! (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

Vous prenez enfin, d'une façon en quelque sorte absolue ou disons « privilégiée », la défense du cinéma. Sur ce point encore, je répéterai à peu près ce que j'ai dit tout à l'heure. La défense du cinéma est toujours très facile à assurer lorsqu'on se borne à dire : « Faites-en donc davantage ! » Mais vous ne vous êtes pas mis en cause et je ne veux pas vous viser. (Rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.) Commençons par dire que si le cinéma français est dans une situation difficile, il n'est pas dans une situation plus difficile que les autres cinémas du monde et il n'est en tout cas pas dans une situation comparable à celle qu'ont connue les cinémas anglais et allemand. De toute façon, tel qu'il est, il est défendu. Reconnaissez après tout que ceux qui ont la charge de le défendre ne le défendent pas si mal.

Enfin, pour ce qui est de la censure — je n'en suis pas chargé — votre raisonnement aboutit à une conclusion assez curieuse. Vous dites en somme : Etant donné que le Gouvernement — je le répète, je ne suis pas chargé de la censure, mais je le suis un peu du Gouvernement — empêche qui que ce soit de faire quoi que ce soit, comme chacun le sait (Sourires), le résultat est qu'on ne voit plus que des films obscènes. (Rires.)

Cher monsieur Grenier, à ce compte, quand on pense à MM. Hitler et Staline, comme la Russie aurait dû avoir un art érotique épataant ! (Applaudissements et rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

M. Fernand Grenier. La gymnastique oratoire n'est pas un argument !

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Sur la question des troupes itinérantes que m'a posée M. Ramette, j'ai déjà répondu. Je suis d'accord avec lui.

En ce qui concerne le théâtre de Lille, vous voyez où est l'obstacle. Ce théâtre est au cinquième rang pour son budget et au quatrième rang pour son activité. Ses deux créations sont, pour 1959, *La Forêt bleue* et, pour 1963, *Le Till Eulenspiegel*.

On doit, certes, le défendre, mais on ne peut pas tout défendre. Nous avons aussi à nous préoccuper des théâtres de Strasbourg, Marseille, Lyon, Toulouse et Bordeaux. Nous aurons un choix à effectuer. Pour ma part, je souhaite naturellement que celui de Lille soit retenu. Mais, encore une fois, on ne peut pas tout retenir.

Je remercie M. Mainguy de m'avoir posé une question qui ne m'avait pas encore été posée.

En fait, il a toujours été entendu que les musées des Antilles, de la Guyane, de la Nouvelle-Calédonie et de la Réunion dépendaient du Musée de l'Homme pour les raisons données par M. Mainguy, à savoir qu'ils constituent essentiellement des musées d'histoire naturelle ou d'ethnographie.

Or ce point de vue qui était tout à fait défendable au temps des colonies est tout à fait indéfendable aujourd'hui. Il n'y a pas le moindre bon sens à dire aujourd'hui que le musée de Port-Saint-Louis doit rester un musée d'oiseaux, même si l'on aime beaucoup les oiseaux empailés. (Rires.)

Des mesures fondamentales doivent donc être prises. La situation de ces musées doit devenir claire ; ils ne doivent plus dépendre de trois domaines distincts : le domaine ethnographique, le domaine jadis colonial ou de la France d'outre-mer, le domaine — plus ou moins — des musées de France. Il importe qu'ils soient dirigés par des conservateurs qui ne se définissent pas comme des gens qui collectionnent des objets amusants, mais qui soient réellement des conservateurs.

M. Mainguy a présenté deux suggestions, l'une très ferme, l'autre un peu moins. La suggestion ferme, je l'accepte tout de suite. Ne nous y trompons pas cependant, il faudra envoyer dans ces musées des reproductions d'œuvres françaises, car nous n'enverrons pas des œuvres fragiles, pour un temps assez long, dans des musées non climatisés. Mais on peut envisager d'envoyer, comme pour les écoles, des reproductions en vraie grandeur de chefs-d'œuvre là où il n'y a rien ; l'idée est excellente, il faut l'appliquer.

Dans certains cas, les œuvres indigènes, là où il y en a — en Guyane il n'y aura pas grand-chose mais en Polynésie et Nouvelle-Calédonie il y en a — pourraient aussi trouver place dans ces musées qui recevraient donc, d'une part, des reproduc-

tions d'œuvres françaises de grande qualité et, d'autre part, des œuvres indigènes soit sur le plan de musées de l'Homme, soit sur le plan de musées ethnographiques dépendant de la métropole.

Quant à l'Afrique noire, je ne suis pas d'accord avec vous, parce que les musées des pays africains ne sont pas ou ne sont plus sous notre contrôle. Certains sont encore en voie de création ; quant à ceux qui existent nous sommes prêts à participer à leur développement — c'est d'ailleurs ce que nous faisons — mais ils ne nous appartiennent pas.

Pour le musée de Dakar, par exemple, nous ne pouvons rien faire, sinon donner des conseils.

Je ne dispose pas des éléments me permettant de répondre à la question posée par M. de La Malène. Je lui répondrai volontiers à partir de demain.

Maintenant, je vais essayer de parler aussi brièvement que possible du problème capital envisagé, somme toute de près ou de loin, jamais tout à fait.

Autour de tout ceci, — et c'était très marqué dans l'intervention de M. Grenier — il y a la vraie question qui est celle-ci : que fait-on pour la jeunesse de France ?

Depuis une vingtaine d'années, depuis le front populaire, on a commencé à poser sérieusement le problème sous la forme du « loisir ». C'était beaucoup mieux que de ne pas le poser du tout. C'était quelque chose qui était digne du plus grand respect que de dire : n'importe quel jeune français a le droit de partager une admiration qui n'était jusque là qu'un privilège.

Mais prenons bien garde à l'idée de loisir.

A l'heure actuelle, il semble que nous parlions toujours comme si le problème fondamental qui se pose à nous était de savoir comment meubler des loisirs. Alors, messieurs — j'attire votre attention — si nous ne résolvons pas cette question, tout ce que nous ferons sera fait à contresens. S'il s'agit tout simplement de faire passer le temps, il n'y a aucune espèce de raison de ne pas donner autant d'argent pour un film consternant que pour un éclatant chef d'œuvre.

Il n'y a pas de raison de ne pas donner autant d'argent pour les Folies Bergères que pour Corneille et Victor Hugo. Il faut comprendre que ce que nous appelons culture, c'est quelque chose de tout à fait autre et M. Grenier, malgré tout ce qui nous sépare, le ressent parfaitement comme moi. Ce qui est en cause c'est le fait qu'il est un moment dans une civilisation comme la nôtre, où se lève l'énorme appel des masses, un appel terrible des éléments instinctifs. Et chacun ressent que pour combattre cet élément instinctif, il n'y a qu'un recours et que ce recours, ce sont les hautes valeurs humaines.

Ces hautes valeurs, généralement, « ils » ne les connaissent pas, mais cela n'a aucune importance parce qu'« ils » les pressentent, parce qu'un jour où, dans un hôpital, nous étions deux cents blessés, mes voisins m'ont demandé de réciter la *Tristesse d'Olympio* de Victor Hugo, au bout de dix minutes, cette grande rumeur de blessures s'est transformée en silence.

Ce qui compte, c'est que n'importe quel enfant de France ait le droit de savoir ce qu'est la France, ce que la France a signifié dans le monde, ce que la France a apporté au monde. Ce que nous voulons faire ensemble, c'est que la culture, pour nous tous, soit l'héritage de la noblesse du monde. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. Nous passons à l'examen des crédits.

Sur le titre III, la parole est à M. Jean Moulin.

M. Jean Moulin. Je crains que, tout à l'heure, pressé par le temps, je ne me sois mal fait comprendre.

Je ne suis pas un nostalgique du passé et je n'ai pas voulu avant tout défendre le folklore.

L'étude que j'ai présentée est le fruit de quinze ans d'expérience personnelle dans l'exercice de ma profession qui m'a permis de fréquenter chaque jour les masses populaires. Elle est aussi le résultat d'enquêtes que j'ai faites auprès de divers organismes tant publics que privés qui ont le souci et la responsabilité de la culture.

Quant j'ai entendu le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles dire que tout enfant français avait le droit de connaître les chefs-d'œuvre, j'ai pensé que tel était bien le sens de la dernière partie de mon exposé.

Il semble que jusqu'à présent les subventions du ministère des affaires culturelles soient plutôt destinées à être utilisées au stade de la confrontation des connaissances qu'à celui de l'éducation et de la préparation.

Je lui demande donc si, à l'exemple de l'expérience tentée par le Gouvernement en matière de réforme administrative dans quatre départements, il ne pourrait pas prendre l'initiative de mettre à la disposition des quelques départements ruraux dont j'ai parlé où l'on souffre d'un manque de culture les moyens nécessaires au développement culturel du milieu rural pauvre. (*Applaudissements.*)

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. C'est en tout cas certainement souhaitable, monsieur le député.

M. le président. La parole est à M. Grenier.

M. Fernand Grenier. Je voudrais, en quelques mots, répondre à M. le ministre des affaires culturelles.

Tout d'abord, je peux prédire à M. Malraux que la corporation du cinéma sera étonnée lorsqu'elle prendra connaissance de son intervention d'après laquelle, au fond, cela ne va pas si mal que cela ; on dit cela tous les ans, etc.

Monsieur le ministre, lorsque, sur 3.000 techniciens et ouvriers, plus de 2.000 sont sans emploi, lorsque les producteurs menacent — ce qui ne s'est jamais vu dans le cinéma français — de ne plus faire de films si le Gouvernement ne prend pas des mesures d'urgence, lorsque le total des entrées dans les salles diminue de 100 millions en cinq ans, déclarer à la tribune que tout ne va pas si mal, c'est — je regrette de le dire — méconnaître de façon absolue la situation exacte de cette industrie à cette heure.

En deuxième lieu, monsieur Malraux, vous n'êtes pas le premier dans cette Assemblée qui, depuis 1958, 1959, essaye de faire croire qu'avant lui, on n'a jamais rien fait. Ne venez-vous pas de proclamer : on n'a jamais fait autant pour le cinéma français que depuis trois ans ?

« Trompez-vous.

La loi d'aide de 1948, qui a sauvé le cinéma français, n'a pas été votée sous la V^e République, non plus que la loi qui l'a prolongée et qui a été votée en 1953. Des hommes de tous les partis ont étudié ces textes de façon approfondie, et avec tous les représentants de la profession, point par point.

Par votre décret de juin 1959, vous avez démantelé ce qui avait été édifié après de longs tâtonnements, après de longs efforts d'hommes de bonne volonté appartenant à tous les groupes de l'Assemblée.

Je vous ai mis en garde à cette époque en vous demandant de prolonger de quelques années cette loi de 1953 qui arrivait à expiration en 1959 et d'étudier, pendant ce temps, point par point, tous les changements à y apporter. Mais, avec le zèle des néophytes qui croient que rien n'a jamais été fait avant eux, et qu'ils vont tout changer, le décret a tout profondément bouleversé et, aujourd'hui, c'est la profession elle-même qui réclame la révision du décret de 1959.

Vous avez parlé de notre attitude devant le Marché commun. Je n'ai pas du tout mis en cause M. Fourré-Cormery.

Les offensives n'ont pas manqué ici dans le passé contre le centre national du cinéma mais le groupe auquel j'appartiens a toujours contribué à les repousser. Pour une fois qu'un début d'organisation remplaçait l'inorganisation totale de notre cinéma, il fallait lutter pour maintenir le centre national du cinéma qui a fait, malgré des lacunes, œuvre utile.

Ce n'est donc ni à M. Fourré-Cormery, ni à un représentant du centre national que j'ai fait allusion. Pourquoi ai-je posé la question sur l'attitude de notre représentant à Bruxelles quand des producteurs, des réalisateurs, des syndicalistes nous signalent que notre représentant à Bruxelles — je n'ai pas cité de nom — ne donne pas son accord à la nouvelle forme de la loi d'aide réclamée par la profession, qui consiste à porter le taux appliqué aux recettes du marché national de 7 p. 100 à 14 p. 100. Je demande simplement : Cela est-il exact ?

Tel était le sens de ma question.

Car au moment où les Italiens se défendent par une loi d'aide, au moment où les Allemands — qui n'ont jamais voulu entendre parler d'une loi d'aide et ont mené, avec M. Erhard, une violente campagne contre la loi d'aide française — vont faire de même, il serait insensé de notre part de sacrifier les intérêts de notre cinéma sur l'autel du cinéma européen.

Mon intervention n'avait d'autre but que d'exprimer les inquiétudes de la profession.

Je suis donc prêt à prendre acte de votre réponse si vous nous dites que nos intérêts sont bien défendus.

J'ai parlé aussi de la fiscalité.

Le groupe parlementaire auquel j'appartiens, croyez-le, n'est pas le seul à considérer que ce n'est pas une politique que de demander aux seules municipalités de baisser la taxe sur les spectacles. Nous ne sommes pas hostiles à celles qui peuvent le faire et nous les encourageons à le faire. Que ce soit un problème complexe, la preuve en est que des membres de la majorité ont déposé un sous-amendement à l'amendement du Gouvernement. C'est que la vérité oblige à reconnaître qu'il est des communes qui sont pauvres ou qui ont de sérieuses difficultés, communes d'ortoirs ou communes champignons, qui ne peuvent pas consentir un effort de ce genre alors que, déjà, leurs ressources sont insuffisantes pour satisfaire leurs besoins les plus urgents.

L'opinion, un peu désinvolte, que vous avez exprimée en quelques phrases, certes, bien balancées, fait un bel effet de

tribune, mais les problèmes n'en sont pas pour autant résolus.

En la matière, c'est au Gouvernement qu'il appartient de prendre ses responsabilités. M. le ministre des finances et M. le secrétaire d'Etat au budget sont précisément à vos côtés, monsieur le ministre. Consultez-les. Ils pourront peut-être vous aider.

J'aborderai enfin, monsieur le ministre, un dernier problème qui relève, celui-là, de votre propre compétence.

Vous nous avez dit que le principe du prélèvement de 1 p. 100 sur les crédits de constructions scolaires avait été introduit primitivement dans la loi pour permettre de venir en aide aux artistes.

Monsieur le ministre, autant que je me rappelle, cette disposition a été votée par le Parlement pour permettre aux municipalités de donner à leurs écoles l'attrait supplémentaire d'un embellissement artistique, étant entendu que les élus pouvaient faire appel à un artiste de leur choix.

Vous nous dites maintenant : il ne s'agit plus aujourd'hui d'aider les artistes ; il s'agit, en appasant, sur les murs des classes, des reproductions de tableaux, de familiariser les enfants avec les œuvres d'art, le choix de ces œuvres étant, bien entendu, laissé à l'appréciation du ministre des affaires culturelles.

Monsieur le ministre, nous vous demandons de ne pas amputer la liberté de choix des municipalités... (*Exclamations sur plusieurs bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Je me demande bien, monsieur Fanton, ce qui vous fait rire ! Car je ne connais pas beaucoup de maires U. N. R. qui puissent se vanter d'avoir réalisé de grandes choses en faveur de l'enfance et de la jeunesse. (*Exclamations sur plusieurs bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*) Déjà, au cours de la dernière législature, lorsque nous étions une dizaine, nous étions toujours interrompus par M. Fanton. Nous avons appris depuis, par un ancien collègue de l'U. N. R. qui s'est séparé de ce groupe lors de la querelle algérienne, que M. Fanton avait été désigné par son groupe pour interrompre systématiquement les députés communistes. Je le plains si c'est la seule tâche dont on l'ait jugé capable, mais je le prie de me laisser parler.

Je disais donc que, pour l'embellissement de leurs écoles, les municipalités ont parfaitement le droit de choisir l'artiste qui leur plaît.

De quel droit leur imposeriez-vous vos propres conceptions ? Lorsqu'une école est construite, c'est la municipalité qui l'a fait construire qui sera critiquée ou approuvée par la population, y compris pour sa décoration artistique. Il faut donc faire confiance aux élus locaux et leur laisser le droit de faire décorer les écoles de leurs communes comme ils l'entendent.

On réduit déjà assez les libertés communales et les droits des maires. Laissez-les en paix et, lorsqu'ils veulent faire décorer leurs écoles, ne venez pas leur dire : Tabou ! c'est le ministre des affaires culturelles qui décide dans sa sublime culture. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles.

M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Voyez-vous, monsieur Grenier, je crois que le ton, entre nous, était meilleur il y a cinq minutes.

Il me serait très facile de vous répondre avec ironie, croyez-le bien. Mais je ne le ferai pas. Je vous répondrai seulement sur les points précis que vous venez d'évoquer.

Vous dites que « dans ma sublime grandeur », je veux imposer aux écoles les œuvres que j'admire.

Mais je n'ai pas prononcé le nom de l'autorité qui choisirait les reproductions.

Par conséquent, votre intervention est absolument sans objet sur ce point.

J'ai dit qu'il existait un problème, celui de savoir si l'on devait seulement aider les peintres, si le principe du 1 p. 100 était, à cet égard, efficace ou si, pour former les enfants, il fallait utiliser des reproductions.

Je n'ai rien dit d'autre.

Ensuite, vous prétendez que j'ai dit que tout n'allait pas si mal dans le cinéma.

Bien sûr, on isolera de son contexte la phrase que j'ai prononcée et quelques journaux la citeront, mutilée. Or, j'ai dit : Cela ne va pas si mal dans le cinéma français quand on pense à ce qui est arrivé dans d'autres pays.

Je le maintiens : Cela ne va pas si mal, par exemple, quand on pense à ce qui est arrivé en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Vous m'avez dit ensuite que je m'étais conduit comme un néophyte.

Je ne suis pas pas tellement néophyte en matière de cinéma. Vous avez, sans doute, comme moi, quelques souvenirs à cet égard.

Vous avez dit aussi comment la loi d'aide, avant moi, a été préparée. Je veux bien. Mais je n'ai qu'une chose à ajouter, c'est que tout le monde voulait l'annuler.

Nous ne l'avons pas faite, c'est vrai. Mais nous l'avons bien maintenue.

Quant à savoir si nous abandonnons le cinéma, je réponds non, monsieur Grenier, nous n'abandonnerons pas le cinéma à Bruxelles.

C'est tout. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix le titre III de l'état B concernant le ministère des affaires culturelles, au chiffre de 7.768.644 francs.

(*Le titre III de l'état B, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état B concernant le ministère des affaires culturelles, au chiffre de 5.526.200 francs.

(*Le titre IV de l'état B, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des affaires culturelles, l'autorisation de programme au chiffre de 144.750.000 francs.

(*L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.*)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des affaires culturelles, le crédit de paiement au chiffre de 24.250.000 francs.

(*Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des affaires culturelles, l'autorisation de programme au chiffre de 23.425.000 francs.

(*L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.*)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre VI de l'état C concernant le ministère des affaires culturelles, le crédit de paiement au chiffre de 1.100.000 francs.

(*Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Nous avons terminé la discussion des crédits relatifs aux affaires culturelles.

Nous examinons maintenant les crédits de la deuxième section du ministère des finances et des affaires économiques se rapportant aux services financiers.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

II. — Services financiers.

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils
(*Mesures nouvelles.*)

« Titre III : + 61.114.381 francs ;
« Titre IV : + 6.860.000 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils.

(*Mesures nouvelles.*)

Titre V. — Investissements exécutés par l'Etat :

« Autorisation de programme, 87.670.000 francs ;

« Crédit de paiement, 23.640.000 francs. »

Le temps global imparti à ce débat est de 45 minutes.

M. Roger Souchal. Je demande la parole pour un appel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Souchal.

M. Roger Souchal. Monsieur le président, vous prévoyez que la discussion sur les services financiers doit durer quarante-cinq minutes. A mon avis, cette discussion ne pourra pas se terminer à 19 heures 30.

M. le président. Pourquoi pas ?

M. Roger Souchal. La discussion du budget annexe de l'imprimerie nationale est inscrite à la suite de l'ordre du jour. Elle pourra être terminée en mettant les choses au mieux, compte tenu de l'interruption pour le dîner, vers 22 h 30.

Nous aborderons ensuite la discussion du budget de l'éducation nationale. D'après les informations qui ont été affichées, cette discussion est prévue pour un total de neuf heures et demie.

Si nous devons continuer comme nous l'avons fait pour le budget des affaires culturelles, j'estime que cette discussion durera au moins douze heures.

De la sorte, si nous arrêtons la séance à minuit, après avoir veillé jusqu'à quatre heures du matin la nuit dernière, nous pourrions à peine commencer l'exposé des rapports ce soir.

Deux heures et demie, demain matin; quatre heures, demain après-midi, nous ne pourrions pas en terminer — je suppose du moins — avant la nuit de samedi à dimanche.

Pourriez-vous, monsieur le président, nous donner quelques précisions afin que, dès ce soir, les députés de province puissent, par téléphone, prendre des dispositions pour demain ?

M. le président. C'est très volontiers, monsieur Souchal, que je vous indique que le débat se déroulera comme prévu, c'est-à-dire qu'il commencera ce soir.

La séance sera levée à minuit. Je ne crois pas qu'il y ait intérêt à la poursuivre plus avant car, comme nous l'avons fait très tôt ce matin, nous devrions décider de supprimer la séance prévue pour le lendemain matin.

Le débat reprendra donc demain matin et se poursuivra demain après-midi et, s'il y a lieu, demain dans la nuit.

Je demande, en conséquence, aux orateurs d'être aussi brefs que possible.

Je rappelle, en particulier, à MM. les rapporteurs que leurs rapports sont imprimés, distribués, qu'ils figurent de toute façon au *Journal officiel* et qu'ils peuvent se dispenser de les lire à la tribune.

Le temps global imparti à la discussion du budget des services financiers est, je le rappelle, de quarante-cinq minutes. Je serai donc très vigilant et je prie les orateurs de ne pas dépasser le temps de parole qui leur a été imparti.

La parole est à M. Sanson, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

M. René Sanson, rapporteur. Monsieur le président, mes chers collègues, vous me concéderez que c'est une tâche bien ingrate de succéder à un talentueux orateur, surtout lorsqu'il vient d'évoquer devant vous l'embarquement pour Cythère.

Je vous demanderai donc votre indulgence pour vous parler des services financiers dans le cadre de la rigueur et de l'austérité.

Notre rapporteur appelle tout d'abord votre attention sur le fait que, dans le passé, le ministère des finances et le secrétariat d'Etat aux affaires économiques faisaient l'objet de deux budgets distincts. Cette année, les deux budgets sont regroupés en un seul fascicule puisque, aussi bien, le secrétariat d'Etat aux affaires économiques a été supprimé.

Pour analyser l'évolution des crédits des services financiers de 1962 à 1963, il est donc nécessaire de comparer aux crédits demandés pour 1963 le total des autorisations accordées en 1962 tant au titre des services financiers proprement dits qu'à celui des anciennes affaires économiques.

Voici les chiffres : les crédits de paiement étaient, en 1962, de 1.945 millions de francs; ils sont de 2.118 millions de francs, soit un accroissement de 8,8 p. 100, sensiblement inférieur à celui enregistré pour l'ensemble des dépenses publiques pour 1963 et qui est de 10,6 p. 100.

Les autorisations de programme passent de 76.800.000 francs en 1962 à 87.700.000 francs en 1963. Nous sommes là devant une progression de 14 p. 100.

Notons que le budget des services financiers est avant tout un budget de fonctionnement qui regroupe les moyens nécessaires aux services traditionnels du ministère des finances, notamment les directions générales des douanes, des impôts, de la comptabilité publique.

Notons encore que, sur les 2.118 millions de francs demandés pour 1963, 2.020.000 francs, soit près de 96 p. 100, sont consacrés au paiement de dépenses de personnel et de matériel. C'est dire l'importance que comportent pour ce budget les mesures de relèvement des rémunérations de la fonction publique.

Pour la clarté de mon exposé, j'examinerai d'abord les dotations relevant des services financiers, puis celles qui se rapportent aux affaires économiques.

En ce qui concerne les services financiers, j'indiquais il y a un instant qu'ils constituaient essentiellement un budget de personnel. Abstraction faite des transferts en provenance des affaires économiques, on constate que 98 p. 100 des crédits supplémentaires demandés sont la conséquence des hausses de traitement et de leurs incidences. On ne saurait d'ailleurs en être surpris quand on sait que sur un total de 1.097.000 agents de la fonction publique, les finances en comptent près de 118.000 et viennent au troisième rang après l'éducation nationale et les postes et télécommunications.

Aussi bien, par rapport à un tel effectif, le chiffre de 226 créations d'emploi pour 1963 n'aurait-il rien d'excessif. Mais il ne

faut pas cacher que l'accroissement net des effectifs n'a pu être ainsi limité que par compensation avec la suppression de nombreux emplois correspondant à des fonctions précédemment exercées en Algérie et dans les autres pays africains.

Pour éviter de reprendre dans leur détail les ajustements proposés, j'indiquerai les principales considérations qui me paraissent les justifier.

Tout d'abord, la mise en place progressive et poursuivie depuis plusieurs années des installations mécanographiques et électroniques conduit au recrutement de 172 techniciens qualifiés.

D'autre part, une mesure comportant la création de 500 emplois aux services extérieurs du Trésor s'équilibre par la suppression d'un nombre égal d'emploi de trésoriers d'outre-mer. J'ai obtenu sur ce point particulier des explications qui font parfaitement ressortir le caractère sans cesse croissant des tâches exécutées par les comptables publics. Les causes de cette augmentation tiennent notamment à la progression du volume des dépenses publiques et des recettes publiques et, par conséquent, au nombre des opérations d'exécution. On peut noter en particulier, que le nombre des contribuables assujettis au versement des acomptes provisionnels a plus que doublé depuis 1956.

Mais cet accroissement intéresse également la direction générale des impôts pour laquelle un crédit supplémentaire de cinq millions et demi de francs est demandé au titre des travaux à la tâche effectués par les services fiscaux et de près d'un million de francs pour l'accélération des travaux de rénovation cadastrale. A cet égard, on remarque que la mise en place progressive d'équipements mécanographiques ou électroniques, l'application de réformes et de simplifications administratives n'arrivent pas à absorber l'accroissement des tâches résultant de la progression du volume des finances publiques.

Au demeurant, ce phénomène n'est pas propre aux administrations financières et, dans le secteur privé, il y a déjà quelque temps que l'on a cessé de tenir pour vrai que l'introduction de machines comptables devait s'accompagner d'une réduction des effectifs. Sans doute faut-il attendre que l'effort de mécanisation et de rationalisation des services financiers soit poursuivi jusqu'à son terme pour apprécier, au regard des services rendus, les moyens qu'ils exigent. La coexistence des techniques modernes et des procédés traditionnels est le propre d'une période de transition dont il faut bien supporter le poids financier.

Pour ne pas alourdir le débat, je vous proposerai, pour l'ajustement des crédits de matériel comme pour les interventions publiques des services financiers, de vous reporter à mon rapport écrit.

Maintenant, résumons mon propos, il pourrait s'intituler : « Des hommes et des machines ».

Certes, le projet de budget des services financiers pour 1963 est essentiellement marqué par le souci de ne pas transgresser les impératifs budgétaires. Mais qu'il s'agisse de la création de 226 emplois supplémentaires ou de la réalisation d'une modernisation indispensable, il ne semble pas que les moyens proposés puissent permettre de résoudre à terme les problèmes que posent l'accroissement continu des tâches de ces services et la mise en place d'un équipement rationnel.

L'insuffisance des effectifs se manifeste principalement au niveau des services chargés de l'assiette et du recouvrement de l'impôt, c'est-à-dire la direction générale des impôts, d'une part, et les services extérieurs du Trésor, d'autre part.

A la direction générale des impôts, le nombre total des redevables assujettis à l'impôt sur le revenu s'est accru de 10 p. 100 entre 1960 et 1961. En 1962, le mouvement s'est encore accéléré. Or, face à cet accroissement constant des tâches, les services ne disposent même pas de l'ensemble des personnels correspondant aux effectifs budgétaires. En effet, 4.500 postes d'agent titulaire demeurent vacants.

Il est significatif que le nombre des vacances soit plus particulièrement élevé dans le personnel qui joue un rôle déterminant dans l'assiette et dans le contrôle de l'impôt. Dans ces cadres, ce sont actuellement 3.000 emplois qui manquent de titulaires.

De même, dans les services chargés du recouvrement de l'impôt, les derniers recensements situent le déficit permanent à 4.000 agents environ.

Dès lors, que fait-on ? On fait appel à des agents temporaires sans augmenter les dotations budgétaires, mais les conditions exceptionnelles dont s'entourent ces recrutements n'offrent plus la garantie de sélection, donc, de qualité des personnels ainsi recrutés.

Bien plus, comme on ne peut offrir à ces nouveaux agents les garanties de carrière statutaires, ils se voient accorder des rémunérations parfois supérieures à celles des agents titulaires, ce qui ne manque pas de créer des difficultés dans la gestion des personnels intéressés.

Sans doute, 5.000 agents rapatriés d'Algérie devraient-ils venir renforcer les services financiers métropolitains. Mais, outre le temps nécessaire à leur réadaptation, l'affectation géographique de chacun ou le désir de bénéficier du congé spécial, ou même de se diriger vers d'autres administrations posent chaque fois de nouveaux problèmes. En pratique, cet appoint ne suffira ni à compenser le nombre des emplois vacants, ni le déficit résultant de l'accroissement continu des tâches.

Alors, l'équipement mécanographique et électronique peut-il permettre de résoudre le problème ?

A cette question, il faut répondre que la création de centres électroniques ne donnera de résultats tangibles que dans quelques années, dans cinq ans peut-être. Et puis, même à l'issue de cette période, la mécanisation remplacera plutôt le personnel d'exécution, qui est plus facile à recruter, que les cadres qui sont plus difficiles à trouver.

A la direction générale des impôts, c'est au niveau de la catégorie A, chargée de l'assiette et du contrôle, que la crise est la plus aiguë.

Sans doute, les tâches essentielles continuent-elles, pour le moment, d'être exercées avec beaucoup de dévouement par les agents en place, et cela indépendamment de la qualification résultant des conditions de leur recrutement. Mais ce dévouement ne saurait être érigé en système permanent d'administration. Dans quelques années, la relève de ces cadres s'imposera. Déjà le besoin commence à s'en faire sentir.

Pour attirer des candidats à la catégorie A, on a déjà dû assouplir les conditions d'admission en n'exigeant que des diplômes d'un degré moins élevé, parce que les titulaires des diplômes se dirigent vers les situations plus avantageuses du secteur privé, parce que la retraite de la fonction publique est moins attrayante depuis que le secteur nationalisé et le secteur privé offrent eux aussi des retraites appréciables. Dans ces conditions, il est à craindre que les administrations financières ne puissent plus recruter que des candidats auxquels des diplômes insuffisants et une formation imparfaite ne laisseraient plus d'autre issue.

Le problème n'est d'ailleurs pas propre aux seuls services financiers, il concerne l'ensemble de la fonction publique. Certes, votre rapporteur devrait marquer sa satisfaction de voir aujourd'hui le nombre des créations d'emplois limité au maximum. Pourtant, contre tous les usages, il se fait aujourd'hui le porte-parole de votre commission des finances, pour constater l'insuffisance des moyens accordés à des services dont le bon fonctionnement est vital pour la vie du pays.

Naguère, la sagesse commandait l'austérité. Aujourd'hui, la période d'expansion et d'équilibre commande, au contraire, au Gouvernement de hisser son instrument de travail, c'est-à-dire l'administration, au niveau du reste du pays.

C'est fort à propos que le général de Gaulle rappelait lundi dernier que « tout et même le sort de chacun est lié plus ou moins directement à l'action des pouvoirs publics ».

Il ne saurait y avoir une dynamique de la nation et une statique de l'administration, dont le coût doit être considéré comme une partie des frais généraux de la nation.

Or pendant que les recettes de l'année 1963 ont progressé de 8 p. 100, l'accroissement des moyens des services chargés de les asséoir et de les recouvrer ne dépasse pas 1 p. 100.

Aussi bien pensons-nous pour notre part que les remèdes apportés ne sont que des palliatifs, qu'ils ne sont pas à la mesure du problème général que nous venons de poser.

Ne craignez pas, monsieur le ministre, d'exposer au Parlement la réalité de vos besoins et les moyens que vous envisageriez pour les satisfaire. Bien sûr, la charge financière ne saurait être imputée à une seule année, mais définissez-nous un plan programme compatible avec les impératifs budgétaires. Son application progressive, jointe à la poursuite des efforts de mécanisation et de modernisation, devrait permettre de redonner aux administrations financières la place qui leur revient.

J'en arrive maintenant aux affaires économiques et aux activités du qual Branly, c'est-à-dire le commerce intérieur et le commerce extérieur.

La matière du commerce intérieur est vaste et notre excellent collègue, M. Kaspereit, en fait une très judicieuse analyse au nom de la commission de la production et des échanges.

Lors du débat d'hier sur les charges communes j'ai eu moi-même l'occasion de mettre l'accent sur la question des prix justement qualifiée de problème n° 1 par M. le ministre des finances.

Aussi aborderai-je d'emblée les activités de la direction du commerce intérieur qui se poursuivent cette année dans la ligne tracée à la fin de la précédente législature, cela par une meilleure organisation de la distribution et par la poursuite d'une politique tendant à l'évolution des structures commerciales, tant au niveau des commerces de gros qu'à celui des commerces de détail.

Les crédits de modernisation qui en constituent le moyen le plus efficace sont heureusement en constante progression. L'organisation et le contrôle de certains grands marchés continuent également de progresser. Le programme de l'assistance technique au commerce et de l'enseignement commercial proprement dit se poursuit normalement. Enfin les organisations de consommateurs, sans atteindre encore le nombre d'adhérents que l'on y trouve dans les pays voisins continuent de bénéficier d'un encouragement fort utile de la part du Gouvernement.

En dehors de ces activités traditionnelles, la direction du commerce intérieur s'est vu confier en 1962 la mission de réaliser la participation française à l'exposition internationale de Seattle. Le coût de l'opération n'était certes pas négligeable puisque le crédit ouvert était de trois millions de francs. Le thème général en était le XXI^e siècle et la France devait montrer comment elle aussi s'y achemine.

Mais la décision de participer à cette manifestation fut prise tardivement. Le court délai laissé aux organisateurs ne leur permit pas, comme ils en avaient l'intention, d'animer leurs maquettes. La précipitation qui a été ainsi apportée au départ des éléments de l'exposition n'a pas permis à l'autorité de tutelle d'apporter ses observations et à mon sens c'eût été utile.

Il serait souhaitable à l'avenir que des entreprises de cette ampleur et d'un tel prix soient préparées avec le recul désirable pour que notre représentation à l'étranger approche le plus possible de la perfection.

Et cela nous conduit tout naturellement à parler du commerce extérieur dont j'ai hier déjà esquissé les grandes lignes à cette tribune en me félicitant notamment de la remontée spectaculaire de nos exportations en matière de biens d'équipement.

En revanche, je ne voudrais pas aujourd'hui passer sous silence les récentes propositions américaines en matière tarifaire. Au premier abord ces propositions peuvent paraître séduisantes puisqu'elles tendent à supprimer progressivement toutes barrières douanières et à étendre les avantages du Marché commun à l'ensemble du monde libre. Toutefois, le Gouvernement est certainement conscient du danger qu'il y aurait à limiter, comme le proposent les Américains, les négociations aux seules clauses tarifaires, sans que soient réglés les problèmes soulevés par les inégalités résultant de la législation américaine. Citons par exemple la loi « Achetez américain » et bien d'autres encore.

Or les pouvoirs que le président des Etats-Unis détient en vertu du « Trade Expansion Act » ne lui permettent pas de négocier sur cette législation existante, non visée à l'autorisation qui lui a été donnée. Une acceptation pure et simple du cadre des négociations proposé par l'administration américaine aurait pour résultat de placer l'économie européenne sans défense et sans réciprocité en face de l'économie américaine.

Bien entendu, lorsque nos amis américains auront adopté la nomenclature de Bruxelles et souscrit aux définitions de la valeur en douane adoptées par la Convention internationale, lorsque d'autre part, le Congrès aura autorisé le président à négocier les dispositions législatives visant la concurrence, les achats par les administrations américaines, la protection agricole, comme peuvent le faire le Gouvernement français et les instances du Marché commun, alors, mais alors seulement, nous serons les premiers à nous féliciter de négocier avec les Etats-Unis.

Faute de ces préalables, il est bien évident que la concurrence se déplacerait du plan commercial sur le plan financier, ce qui signifierait la colonisation de l'économie européenne par la puissance financière américaine.

Cela posé, pour la mise en œuvre de la politique du commerce extérieur, le ministre des finances et des affaires économiques dispose de trois principaux moteurs : les postes de l'expansion économique à l'étranger, le centre national du commerce extérieur qui fournit aux exportateurs présents et surtout futurs les informations nécessaires à la prospection des marchés, enfin le comité des foires qui organise les expositions commerciales françaises en dehors de nos frontières.

En ce qui concerne le service de l'expansion, il nous faut bien reconnaître que notre représentation commerciale est insuffisante. Nos ventes à l'étranger ont augmenté de quelque 500 p. 100 de 1948 à 1962. Nous disposions en 1948 de 120 agents titulaires ; en 1962 nous n'en avons que 167.

Aux Etats-Unis, par exemple — il est toujours bon de prendre un exemple — le nombre des agents de carrière d'expansion économique en poste est le suivant : Grande-Bretagne, 40 ; Allemagne 20, Italie 16, Belgique 16, France 10. Ces chiffres sont assez éloquentes pour se passer d'autres commentaires.

Quant au centre national du commerce extérieur, outre sa mission d'information, il a une mission de propagande à l'étranger en faveur des productions et des techniques françaises.

Recueillir l'information utile, la diffuser rapidement, disposer de bons relais régionaux pour suivre l'exportateur et établir avec lui un lien personnel et permanent, utiliser les moyens modernes d'information et de propagande, faire preuve dans ce

domaine d'initiative et d'imagination, tel est le rôle que doit jouer le centre national du commerce extérieur, tel est d'ailleurs le rôle qu'il joue parfaitement et qui justifie à notre sens le crédit supplémentaire de 1.857.600 F qui lui est alloué au budget de 1963.

Enfin, le comité permanent des foires et manifestations économiques à l'étranger constitue à longueur d'année le salon ambulatoire de la production française.

Lorsque les services de l'expansion commerciale et le centre national du commerce extérieur lui ont ouvert les voies par une propagande rationnelle, le comité vient couronner l'effort par l'aspect tangible des choses, toujours présentées dans le cadre inégalable du goût français. L'exposition de Mexico, bien qu'ingrate puisqu'il s'agissait de matériels techniques, fut un modèle du genre.

A ce propos, l'un des plus grands journaux de Mexico terminait son article par la phrase suivante que l'Assemblée sera heureuse d'entendre : « Le public se rend compte de la puissance créatrice de la France moderne et sort enchanté, en renouvelant sa sympathie pour cette grande nation ».

Pour le comité, les crédits de 1962 sont reconduits en 1963, compte tenu de la grande exposition que la France organise en 1963 à Montréal en vue de combler le retard de nos exportations sur le Canada, pays en partie francophone et... à monnaie forte.

Il convient de souligner que, si l'on fait abstraction de la dotation supplémentaire d'un million de francs en 1962 comme en 1963 pour les manifestations exceptionnelles de Mexico et de Montréal, la subvention allouée au comité des foires est restée, à 300.000 F près, la même depuis 1958, les frais de fonctionnement étant passés de 11 p. 100 à 13,90 p. 100.

C'est sous le bénéfice de cette observation que je vous proposerai, mes chers collègues, l'adoption du budget des services financiers et des affaires économiques.

En résumé, l'économie française est en bonne santé, mais le défaut de notre cuirasse se situe au niveau des prix.

Sur le plan intérieur, il est de l'intérêt à la fois des finances publiques et de celui des particuliers — salariés à revenus fixes, rentiers voyageurs dont nous nous sommes occupés hier, vieillards, fonctionnaires — de voir se ralentir la hausse des prix et, si possible, de s'engager peu à peu vers une baisse effective parce que concertée.

Sur le plan extérieur, il y a va du maintien de l'équilibre de notre balance commerciale et même de notre balance des comptes.

Par ailleurs, au fur et à mesure de la libération des échanges et de l'interdépendance croissante entre les nations, la France devra harmoniser sa fiscalité et ses mesures sociales avec celles de ses partenaires.

Parallèlement enfin, elle devra veiller à ce que la source de recrutement de ses serviteurs ne se tarisse pas pour l'avenir.

Dans le monde moderne, l'appareil de l'Etat ne doit en rien rester inférieur, ni à quoi, ni à qui que ce soit, car l'Etat doit être et demeurer l'expression de l'intérêt général, donc de la nation. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Kaspereit, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, pour le commerce intérieur. (Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.).

M. Gabriel Kaspereit, rapporteur pour avis. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, c'est à propos d'un bien modeste budget que votre commission de la production et des échanges est appelée à donner son avis.

En effet, le total des crédits des chapitres se rapportant au commerce intérieur n'atteint même pas cinq millions de francs et, pourtant, il s'agit d'une part importante de l'activité économique de notre pays, puisqu'on estime que le chiffre d'affaires du commerce de détail s'éleva à 150 milliards de francs pour 1962, c'est-à-dire qu'il équivalait à environ la moitié de la production intérieure brute.

C'est, en outre, un domaine qui a fait couler beaucoup d'encre et prononcer beaucoup de paroles ici même au cours des dernières années. Le problème des circuits de distribution revient périodiquement à l'ordre du jour et fait souvent l'objet — il faut le dire — de commentaires inexacts ou peu en rapport avec le sujet proprement dit. On a même opposé les consommateurs aux commerçants ou les commerçants entre eux, selon le système de travail qu'ils ont choisi, et tout cela pour aboutir à des résultats précaires.

Il n'en reste pas moins que le monde du commerce, comme celui de l'agriculture, pose un certain nombre de problèmes dans l'évolution économique actuelle.

C'est pourquoi le précédent rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Pezé, déplorait à la fin

de l'année 1961 que le secrétariat d'Etat au commerce intérieur ne fût pas doté « des instruments d'action en rapport avec les attributions qui lui ont été imparties ». Cet état de choses s'est un peu compliqué par la disparition de ce secrétariat d'Etat il y a quelques semaines et par le rattachement de ses services au ministère des finances et des affaires économiques et le groupement des crédits correspondants avec ceux de la direction générale des impôts et ceux de la direction des douanes.

Et pourtant, le secrétariat d'Etat au commerce intérieur n'était que faiblement équipé pour remplir la mission qui lui était naturellement confiée par la loi sur le IV^e plan, c'est-à-dire, « concevoir et appliquer une politique commerciale dont les principes directeurs seront de faciliter la modernisation des entreprises commerciales et de faire respecter le libre jeu de la concurrence ».

Il y avait — et il y a encore — un cloisonnement des organisations administratives, qui gêne l'établissement d'une politique des prix et des marchés. Le précédent rapporteur de votre commission disait à ce sujet : « C'est ainsi que la conception des centres commerciaux relève du ministère de la construction et les marchés de produits agricoles du ministère de l'agriculture ».

En effet, le ministère de l'agriculture est responsable de l'installation des marchés d'intérêt national, de la modernisation d'une grande partie des industries agricoles et alimentaires, du transfert des Halles de Paris et de la reconstruction des abattoirs de la Villette.

A ce titre, il disposera en 1963 de plus de 261 millions de francs en autorisations de programme et de 126.100.000 francs de crédits de paiement, le quart de ces dépenses étant composé de subventions ou d'investissements directs.

De plus, le ministère de l'agriculture est l'un des tuteurs du F. O. R. M. A. et des sociétés d'intervention dont le rôle devrait être essentiellement de régulariser les prix, tant au niveau de la production qu'à celui de la consommation et qui, trop souvent, achètent et stockent pour revendre à perte sur les marchés étrangers.

L'action par trop paradoxale de la société interprofessionnelle du bétail et des viandes qui loua des bateaux frigorifiques pour stocker de la viande, alors que le bifeck atteignait des cours record à l'étal des bouchers français, est une des illustrations les plus frappantes de cette politique.

Sans doute, toutes ces actions interfèrent-elles avant tout les agriculteurs. Mais, alors que la consommation de produits alimentaires représente 40,9 p. 100 de la consommation des Français et 51,5 p. 100 de la consommation commercialisée au stade du détail, on ne peut ignorer que ces mêmes actions ont également une incidence déterminante sur la distribution, sur les prix et finalement sur le niveau de vie des Français.

Un même raisonnement peut s'appliquer à l'action du ministère de la construction en matière de centres commerciaux dans les grands ensembles. Pour des raisons de rentabilité immédiate, ces centres sont souvent trop petits, et leurs locaux attribués dans des conditions et à des prix qui ne permettent ni d'alléger le coût de la distribution, ni d'assurer le libre jeu de la concurrence entre les différentes formes de distribution.

A tout cela, il y a lieu d'ajouter le fait que la complexité des problèmes modernes, et en particulier ceux faisant l'objet de cet exposé, exige une coordination permanente. C'est dire l'intérêt que représenterait le rétablissement d'un département ministériel chargé des problèmes de la distribution. C'est le vœu qu'émet votre rapporteur avant d'examiner les crédits consacrés au commerce, puis d'esquisser rapidement la structure et l'évolution du réseau commercial français.

Votre rapporteur s'est limité à l'examen des crédits intéressant le commerce intérieur, c'est-à-dire les chapitres 44-80, 44-81 et 44-82.

Le chapitre 44-80, relatif à l'encouragement aux recherches dans le domaine commercial, ne comporte aucune mesure nouvelle. Il est doté, comme en 1962, au titre des services votés, d'un crédit de 300.000 F sur lequel sont subventionnés des organismes tels que l'association française de recherches et d'études commerciales, le centre d'études du commerce, l'institut français du libre service.

Le petit nombre et, il y a peu de temps encore, l'inexistence de ces organismes, a grandement gêné les études et recherches poursuivies en matière de commerce. Par comparaison, il est bon de savoir qu'il existe en Allemagne fédérale seize instituts de conjoncture, sans parler, bien sûr, du service fédéral des statistiques.

Dans ce domaine, où l'information économique est très insuffisante, on ne peut que regretter la faiblesse de l'effort consenti.

Le chapitre 44-81 concerne l'aide aux organisations de consommateurs. Il comporte, lui, une mesure nouvelle de 550.000 francs.

Cette dotation supplémentaire, qui s'ajoute aux 300.000 francs des services votés, est destinée à rembourser à la R. T. F. les frais techniques de l'émission téléx-consommateurs bien connue des téléspectateurs de la région parisienne.

La somme est importante si on la compare aux crédits destinés aux autres actions commerciales. Je serais moins alarmé si cette émission était gratuite. Et la chose n'est pas impossible puisque, après tout, la R. T. F. est un service public et qu'il s'agit de rendre un service au public. Je pense, en outre, qu'au moyen d'un sondage d'opinion, par exemple, permettant de recueillir des éléments intéressants, sa présentation pourrait être améliorée afin d'accroître son efficacité et de tendre toujours à un meilleur étalement des cours.

Le chapitre 44-82 se rapporte à l'assistance technique au commerce et à l'enseignement. Il est doté cette année, de 2.460.000 francs, en augmentation de 710.000 francs sur l'année précédente.

Cette majoration correspond pour 400.000 francs au relèvement du crédit de l'article 1^{er} qui concerne l'assistance technique, et pour 310.000 francs à un transfert de crédits en provenance de l'éducation nationale, qui viennent s'ajouter aux 385.000 francs affectés à l'enseignement commercial.

Notre excellent collègue M. Sanson, rapporteur de la commission des finances, a détaillé avec beaucoup de soin, dans son rapport, l'emploi de ces diverses sommes et les résultats obtenus au cours des années passées. C'est pourquoi je me bornerai à souligner la disproportion existant entre les crédits destinés à la formation d'assistants du commerce, malgré l'intérêt réel de ce personnel, et ceux consacrés à l'enseignement.

Nous sommes en effet dans une période où le nombre d'établissements n'employant pas de salariés décroît. C'est ainsi qu'entre 1950 et 1958, le pourcentage d'établissements n'utilisant les services d'aucun employé est tombé de 66,7 p. 100 à 55,9 p. 100 alors que celui représentant les établissements employant de un à cinq salariés est passé de 29,5 p. 100 à 39 p. 100. Il semble donc qu'un effort plus grand devrait être consacré à l'enseignement commercial, c'est-à-dire à préparer l'avenir.

Il a paru enfin nécessaire à votre commission de profiter de cet examen pour dire quelques mots de la structure actuelle du réseau commercial et des possibilités de modernisation qui lui sont offertes au moyen des fonds publics avancés par le fonds de développement économique et social.

Dans le rapport qui vous a été distribué, quelques tableaux vous fournissent des précisions sur la consommation, les chiffres énoncés provenant, je le rappelle, du rapport sur les comptes de la nation.

Il en ressort que depuis 1959, la consommation a augmenté de 9 à 10 p. 100 par an en valeur courante, c'est-à-dire, pour tenir compte des prix, de 5 à 6 p. 100 en valeur réelle. Il en ressort aussi que plus des deux tiers de la consommation font l'objet d'une commercialisation au stade de détail, proportion qui atteint 85 p. 100 pour les produits alimentaires.

Il apparaît enfin — et c'est là un indice d'enrichissement du pays — que la répartition de la consommation s'est sensiblement modifiée depuis 1950. C'est ainsi que la proportion consacrée à l'alimentation est tombée de 48,6 p. 100 en 1950 à 40,9 p. 100 en 1960, alors que les pourcentages ont progressé dans les domaines de l'hygiène, des transports, des loisirs, etc.

Cet ensemble de biens et services est distribué par un réseau qui comprenait, en 1960, un peu plus d'un million d'entreprises dont près de 800.000 commerces proprement dits. Parmi ces derniers ou plus exactement parmi les détaillants qui sont environ 660.000, il est à noter que 7,2 p. 100 seulement représentent le commerce concentré, c'est-à-dire les magasins populaires, les maisons à succursales, etc. Le commerce groupé sous forme de chaînes volontaires ou de groupements équivalait à 15,9 p. 100. Enfin, les indépendants atteignent 79,9 p. 100.

A ce propos, il est bon de rappeler qu'après une contraction continue de 1954 à 1960, période qui a vu le nombre des établissements commerciaux diminuer de 35.000, l'année 1961 a vu soudain un accroissement de 5.200 unités, tendance qui semble à nouveau s'affaiblir en 1962.

Mais, ce qu'il faut souligner, c'est l'extension des rayons de la non-spécialisation des entreprises existantes, extension qui se chiffre par l'ouverture de 50.000 points de vente en trois ans : c'est là le signe d'une modernisation certaine.

Si l'on considère maintenant la répartition du chiffre d'affaires traité par les différentes formes de distribution, on relève des éléments assez différents de la répartition du nombre d'établissements. En effet, en 1960 le commerce concentré représentait 13,98 p. 100, le commerce associé 3,95 p. 100 et le commerce indépendant 82,07 p. 100.

Tous ces éléments appellent un certain nombre d'observations. D'abord, le nombre de points de vente évolue assez peu et il ne semble pas que, dans les conditions actuelles, il constitue un critère d'évaluation de la modernisation. Il faut en effet

tenir compte de l'accroissement de la population, qui se chiffre à 11 p. 100 entre les années 1950 et 1960. Il convient, en outre, de remarquer que la création de nouveaux îlots d'habitation a fait naître de nouveaux points de vente sans amener la disparition des anciens, puisque nous assistons en fait à l'augmentation de la population beaucoup plus qu'à son déplacement.

Enfin, dans bien des campagnes subsistent encore des épiceries-merceries installées dans une pièce qui sert en même temps de cuisine et de salle à manger. Cette forme de commerce subsistera encore longtemps.

Par ailleurs, il faut, si l'on veut déceler la tendance réelle de notre évolution commerciale, examiner particulièrement certains chiffres et les replacer dans leur cadre réel.

C'est ainsi qu'on relève que les supermarchés qui réalisaient 0,15 p. 100 du chiffre d'affaires en 1960 n'en représenteront vraisemblablement encore que 0,50 p. 100 en 1962. En réalité cet accroissement est bien supérieur, car l'activité de ces magasins, comme celle des maisons à succursales, s'applique essentiellement aux produits alimentaires et aux textiles d'usage courant et l'on constate alors que la part du commerce concentré est de 39,8 p. 100 pour les produits d'épicerie et de 26 p. 100 pour les boissons à emporter.

Enfin, il faut noter, tout au moins sur la base des chiffres de 1960, la faiblesse des résultats obtenus par le commerce associé, c'est-à-dire par les chaînes volontaires et les groupements de détaillants.

Les détaillants qui le composent et qui pour deux tiers appartiennent au commerce alimentaire, ne réalisaient que 4 p. 100 du chiffre d'affaires. Mais la fidélité des détaillants à leur organisation est très relative et c'est un point qui doit retenir notre attention.

Certes, l'Etat n'a pas à choisir entre les différentes formes de distribution — et vous le rappelez hier, monsieur le ministre. Mais il ne peut ignorer ce problème, d'autant plus que les industries étant amenées à une production de masse, il est nécessaire d'établir une distribution de masse.

Il faut donc faciliter son développement, c'est-à-dire qu'il faut mettre des crédits à la disposition des petits et moyens commerçants qui veulent se moderniser, améliorer leur productivité, étendre leurs rayons, accepter la discipline des chaînes et groupements, ou encore se réunir à deux ou trois ou plus pour constituer de grandes surfaces de vente.

Les rapports qui ont été distribués donnent des précisions sur ce qui a été fait au moyen des avances du F. D. E. S. Ces avances se sont accrues de 42 p. 100 en 1961 sur 1960, mais elles n'atteignent encore que 57 millions de francs. C'est pourquoi votre commission souhaiterait voir fixée à un montant plus élevé l'avance qui sera consentie en 1963 au crédit hôtelier et dont il est annoncé seulement qu'elle sera en progression de 20 millions pour l'ensemble des petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire commerce et industrie réunis.

Votre commission souhaite aussi que des crédits à long terme soient mis à la disposition du petit et moyen commerce qui ne peut évoluer dans des conditions acceptables en recourant au « moyen terme ».

Votre commission rappelle combien elle est attachée à l'application du principe de neutralité fiscale, clairement exprimé dans le IV^e plan, afin que les produits supportent des charges égales quels que soient les circuits qu'ils empruntent. Et, à ce sujet, monsieur le ministre, nous avons enregistré avec plaisir les paroles et les promesses que vous avez formulées hier.

Elle veut enfin rappeler qu'il serait illusoire d'attendre un remède au problème des prix du seul règlement des problèmes de la distribution.

Pour l'année 1962, sur la base de onze mois, la progression de l'indice des 250 articles a été de 4,57 p. 100 par rapport à la moyenne de 1961. La partie alimentaire de l'indice a, pour sa part, crû de 6,1 p. 100, alors que le groupement des produits manufacturés ne s'élevait que de 2,73 p. 100. Une amélioration des conditions de distribution n'aurait pas absorbé ces hausses.

Il n'en reste pas moins que l'association dans les achats doit permettre au commerce petit et moyen d'obtenir les mêmes conditions que ses gros concurrents et que cette pratique, ajoutée à la modernisation de la gestion et des méthodes, est un élément important de l'évolution positive du pouvoir d'achat.

Telles sont, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, les observations que votre commission de la production et des échanges désirait formuler.

Selon la formule rituelle, c'est sous leur bénéfice qu'elle donne un avis favorable à l'adoption des crédits intéressant le commerce intérieur. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Fouchier, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges pour le commerce extérieur.

M. Jacques Fouchier, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges. Mes chers collègues, en présentant l'avis de la commission de la production et des échanges sur les crédits des services financiers et affaires économiques qui intéressent le commerce extérieur, il m'appartiendra non pas de vous donner lecture du rapport qui a été rédigé et distribué mais de résumer les observations essentielles que cette commission a le devoir de souligner.

Avant d'aborder l'examen des crédits et des diverses observations de la commission, je dois déplorer que certains documents utiles à l'établissement de ce rapport — et qui auraient mérité, à mon avis, d'être soumis à la commission — aient été adressés trop tardivement pour permettre au rapporteur d'en faire état devant cette dernière.

Les problèmes que j'évoque ayant été traités largement et avec beaucoup de compétence par M. le rapporteur de la commission des finances, je soulignerai simplement, en préalable à l'examen du commerce extérieur, combien paraît anormale à la commission de la production et des échanges cette organisation administrative et gouvernementale.

Par suite de la disparition, que nous déplorons, du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, il semble indispensable de disposer en France de structures à la fois coordonnées et centralisées qui puissent jouer un rôle nécessaire dans l'expansion du pays.

J'aborde l'examen des crédits qui concernent d'une part les moyens des services, d'autre part les interventions publiques.

Les moyens des services figurant aux chapitres 31-83 et suivants intéressent surtout les services de l'expansion économique à l'étranger avec une inscription de crédit de 3.976.690 francs de mesures nouvelles. Je ne traiterai pas longuement cette question qui a déjà été soulevée. La commission regrette que nos représentations commerciales à l'étranger ne soient pas multipliées et renforcées et que leurs moyens soient trop souvent inférieurs à ceux des représentations des pays concurrents.

Les services financiers à l'étranger n'appellent pas de remarques particulières, si ce n'est qu'au chapitre 31-09 sont inscrits des crédits destinés à la rémunération du personnel de l'ancien office des changes. Nous aimerions obtenir en séance des précisions sur les tâches qui sont actuellement dévolues à ce personnel et sur l'utilisation de ces crédits.

Les interventions publiques sont de deux ordres. Nous trouvons au chapitre 44-84 un crédit destiné à l'octroi des subventions pour l'expansion économique à l'étranger, alors que le chapitre 44-85 est destiné à la garantie des prix à l'exportation.

Le chapitre 44-84 a une grande importance puisqu'il permet de subventionner des organismes importants dont il a été question il y a un instant, en particulier le centre national du commerce extérieur, qui bénéficie d'une augmentation de 1.857.000 francs et qui mérite quelque attention.

Sans entrer dans les détails, je rappelle l'importance du rôle d'informateur et de détecteur que joue le centre national du commerce extérieur ainsi que la valeur de l'action de propagande qu'il mène en faveur de nos productions et surtout de nos techniques.

La commission de la production et des échanges souhaite vivement que ce centre dispose d'un personnel spécialisé encore plus nombreux et de crédits supplémentaires car sa tâche est vaste. Il doit favoriser les ventes aussi bien des produits de l'agriculture que de ceux de l'industrie.

Je ne parlerai pas du comité des foires, à propos duquel le rapport de la commission des finances nous a donné de nombreuses indications. Je vous renvoie donc, non seulement au rapport de la commission de la production et des échanges mais aussi à celui de la commission des finances, qui est très explicite à ce sujet.

J'évoquerai très rapidement certains aspects du commerce extérieur de notre pays, qui font l'objet des remarques essentielles que la commission entend vous livrer.

En résumé, dans le domaine des exportations, notre pays a retrouvé la place qu'il occupait, avant la dernière guerre, dans le cadre des échanges internationaux. Mais nous constatons depuis plus d'un an un phénomène de quasi-stagnation, dû essentiellement, il faut le dire, à la baisse de nos exportations vers les pays de la zone franc. Celles-ci ont diminué, en valeur absolue, de 1.820 millions de francs, soit de 21,5 p. 100, alors que nos exportations vers le reste du monde s'accroissent, elles, de 11,2 p. 100. Pendant ce temps, d'ailleurs, les importations en provenance de la zone franc s'accroissent de 6 p. 100, et celles qui étaient en provenance du reste du monde, de 15 p. 100.

C'est surtout la baisse de nos ventes en Algérie qui explique cette situation, d'autant plus que, depuis 1956, le niveau des dépenses publiques en Algérie avait été sensiblement gonflé. Mais il n'en reste pas moins qu'une telle situation risque de se prolonger pendant quelque temps.

En dehors de la zone franc, nos exportations vers la Communauté économique européenne ont subi une progression et représentent plus du tiers de nos ventes.

Quant à nos échanges avec la zone de libre échange comme avec les autres pays étrangers, ils sont restés stables.

J'aurais pu vous entretenir, avant de conclure, de la présentation et des structures par produits, de la relation, dans notre commerce extérieur, entre les biens de consommation et les biens d'équipement. Mais, étant donné l'heure tardive, je veux gagner du temps et je vous renvoie à mon rapport écrit.

J'en arrive donc aux conclusions qui, au fond, résument l'avis de la commission de la production et des échanges.

La commission est d'avis que le développement nécessaire de nos échanges extérieurs, dans un climat de concurrence accrue, nécessite — et je crois que c'est essentiel — une réorganisation et un rassemblement, au sein d'un département ministériel spécialisé, des services administratifs qui s'intéressent au commerce extérieur.

Je crois d'ailleurs que M. Kaspereit, rapporteur pour avis pour le commerce intérieur, a fait également état de ce souhait que la commission de la production et des échanges a exprimé unanimement.

Dans l'attente de cette réorganisation, la commission demande au Gouvernement que des moyens plus importants, en personnel et en matériel spécialisé, soient donnés d'une part au service de l'expansion économique à l'étranger qui ne bénéficie pratiquement d'aucune mesure nouvelle dans ce budget et d'autre part au centre national du commerce extérieur pour la recherche de débouchés et le développement d'une propagande accrue en faveur des produits et des techniques françaises à l'étranger.

Par ailleurs, la commission s'inquiétant de l'évolution des exportations qui n'ont que faiblement augmenté, alors que les importations ont progressé de 13,2 p. 100, voudrait attirer l'attention du Gouvernement et du Parlement sur la nécessité de veiller avec soin sur l'évolution des prix afin que nos productions puissent demeurer concurrentielles.

En définitive, certaines inquiétudes ne peuvent pas ne pas naître quand on examine la courbe de l'indice des prix de gros au cours des derniers mois. Si l'augmentation des prix de gros est due en 1962, pour l'essentiel, aux produits alimentaires, les derniers mois ont vu s'amorcer une hausse des prix de gros des produits industriels. On peut craindre que la hausse des prix des produits alimentaires, combinée à d'autres facteurs, n'entraîne une nouvelle et plus forte hausse des prix des produits manufacturés, hausse qui handicaperait nos exportations et faciliterait les importations, si elle était plus rapide que celle des prix des produits industriels de nos concurrents.

En effet — et j'insisterai sur cette dernière phrase qui résume quelque peu le programme que nous souhaitons voir se réaliser — la baisse de nos exportations vers les pays de la zone franc nous oblige plus que jamais à rechercher des débouchés dans les pays industrialisés.

C'est sous le bénéfice de ces observations que la commission de la production et des échanges émet un avis favorable à l'adoption des crédits intéressant le commerce extérieur dans le budget actuellement soumis à vos délibérations. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Lamps.

M. René Lamps. Mesdames, messieurs, le budget des services financiers traduit la volonté du Gouvernement de limiter au maximum l'accroissement des dépenses en moyens des services en procédant à des ajustements tendant à compenser les augmentations de crédits et d'emplois par des suppressions.

En ce qui concerne les emplois, la récapitulation des mesures nouvelles se solde, compte tenu du transfert de 5.269 emplois de l'ancienne section des affaires économiques à la section des services financiers, par la création de 1.327 emplois et la suppression de 1.059 emplois.

Ainsi, les observations faites sur les budgets des services financiers des années précédentes doivent être renouvelées, puisque, malgré l'accroissement des tâches du personnel et en dépit des besoins chiffrés par les services administratifs eux-mêmes, le budget de 1963 est un véritable budget d'austérité.

Dans ces conditions, les revendications des fonctionnaires des petites catégories, et particulièrement celle des agents de bureau et des auxiliaires, ne reçoivent aucune solution. Il aurait fallu prévoir des milliers de créations d'emplois d'adjoint administratif, d'agent de constatation, d'assiette et de recouvrement dont la compensation pourrait être partiellement trouvée dans la suppression de crédits pour auxiliaires.

Il demeure malheureusement vrai, en effet, que des milliers d'agents du cadre D effectuent le même travail que leurs camarades du cadre C et que des milliers d'auxiliaires assumant des tâches permanentes et délicates devraient être titularisés.

Les organisations syndicales des personnels financiers estiment que 12.000 ou 13.000 auxiliaires devraient être titularisés, que 7.000 agents de bureau peuvent prétendre à une promotion dans le cadre C, de même que 3.000 préposés des douanes et 6.000 brigadiers et agents brevetés.

A l'appel des syndicats F. O., C. F. T. C. et C. G. T. du Trésor, les personnels de cette administration ont eu recours à la grève administrative et à des grèves tournantes de vingt-quatre heures pour faire aboutir leurs revendications, au premier rang desquelles se place la demande de création de 4.000 emplois. Quant aux 37.000 agents de constatation, d'assiette et de recouvrement relevant du ministère des finances, ils réclament à juste titre un classement indiciaire amélioré.

Force nous est de constater que l'on ne trouve dans le budget des services financiers aucune mesure allant même timidement dans ce sens. On peut même noter au *Journal officiel* du 22 décembre 1962 que 15 millions de francs d'économies, dont cinq millions pour les services financiers, sont réalisés pour 1962 au titre du ralentissement des recrutements.

Enfin, les receveurs auxiliaires des impôts sont inquiets devant les retards et les incertitudes qui pèsent sur la solution des problèmes qui font l'objet de leurs démarches auprès de l'administration. Leurs préoccupations essentielles sont d'obtenir, d'une part, la détermination de leur rémunération, non pas par référence à la rétribution afférente à l'indice net 125, ainsi que le prévoit leur statut actuel, mais par rattachement au traitement de l'auxiliaire de bureau, ce qui serait conforme à la nature des tâches qu'ils effectuent, d'autre part le règlement de leur régime social et fiscal.

Je souhaiterais obtenir de vous, monsieur le ministre, l'assurance que ces problèmes feront prochainement l'objet de décisions favorables. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. Je voudrais répondre brièvement, étant donné l'heure, aux observations présentées par les rapporteurs, MM. Sanson, Kaspéreit et Fouchier ainsi qu'à M. Lamps.

Comme l'a indiqué votre rapporteur, le budget des services financiers ou plus exactement des services économiques et financiers, marque une faible progression par rapport à 1962 en raison des directives générales tracées par le Gouvernement qui réservait la priorité dans les crédits nouveaux à certains secteurs, essentiellement l'éducation nationale, la recherche scientifique et l'agriculture.

Ainsi, en faisant abstraction des majorations de traitements reprises dans les fascicules de services votés, les « mesures nouvelles » ne représentent que 3.37 p. 100 d'augmentation. Mais, comme l'a dit M. Sanson, cette progression a été conçue dans la double préoccupation de poursuivre au rythme possible le développement des moyens traditionnels des services et d'accélérer la modernisation de leurs instruments de travail, à laquelle le personnel est très attentif.

Concernant l'accroissement des moyens traditionnels, il est vrai que le solde net des créations d'effectifs ne s'élève qu'à 270. Mais en outre nous avons accueilli, cette année, dans l'administration financière les agents rapatriés d'Algérie qui ont renforcé les effectifs métropolitains.

De la même façon, les 500 emplois créés dans les services extérieurs du Trésor sont gagés — du point de vue budgétaire — par des économies réalisées dans les services d'outre-mer, mais ils contribuent, en fait, au renforcement de l'action des services.

Je n'en partage pas moins la préoccupation qui a d'ailleurs été exprimée pour la première fois depuis quelques années par le rapporteur en ce qui concerne la surcharge des services.

Je dois en effet rappeler à l'Assemblée nationale qu'au cours des deux dernières années j'avais été convié à prendre l'engagement que les services financiers ne procéderaient pas à des créations d'emplois supplémentaires.

C'est donc dans cette perspective très particulière que s'était nécessairement inscrite l'action du Gouvernement.

Puisque tous les rapporteurs ont bien voulu signaler ce problème de la surcharge des services financiers traditionnels, nous nous efforcerons d'y apporter une solution.

Dès à présent, d'ailleurs, les perspectives en matière de recrutement sont enfin meilleures et cela contraste avec le très noir tableau que nous avons été conduits à présenter dans le passé.

M. Sanson nous a indiqué que nous avions abaissé dans une certaine proportion les exigences à l'accès aux concours d'admission dans les services financiers.

Ce n'est pas tout à fait exact.

En fait, nous procédons en deux temps. On n'exige plus qu'un certificat de licence des candidats aux écoles des services finan-

ciers. Mais pour être titularisés inspecteurs, les élèves doivent précédemment posséder la licence complète qu'ils peuvent acquérir pendant la durée de leur scolarité.

En 1961, au concours de l'école nationale des impôts, nous avions offert 360 places et nous avions eu 422 candidats — et candidates, d'ailleurs; en 1962 pour 393 places se sont présentés 735 candidats.

De même pour l'école du Trésor, le nombre des candidats était de 199 pour 180 places en 1961. Il est de 307 pour 168 places en 1962, ce qui montre bien qu'à nouveau des jeunes gens s'orientent en plus grand nombre vers les services financiers et assureront ainsi le renouvellement des effectifs essentiels de ces services.

Des exemples comparables pourraient être donnés pour la direction générale des douanes.

S'il convient de traiter le problème de cette action traditionnelle ainsi que celui de certaines rémunérations — j'indique qu'un effort a été fait en faveur des débuts de carrière précisément pour favoriser cette augmentation des candidatures — il faut en même temps aménager les conditions de travail des agents.

Nous poursuivons dans ce domaine notre effort dans deux directions la mécanisation des services et leur équipement immobilier.

Nous installerons cette année quatre ordinateurs dans les services du ministère des finances, deux à Paris qui intéressent la direction générale des impôts et la direction de la dette publique, et deux autres en province, l'un à Strasbourg, l'autre vraisemblablement à Reims, appelé à travailler en liaison avec l'ordinateur de la comptabilité publique déjà installé à Châlons-sur-Marne. Ainsi les services financiers français seront dotés du matériel le plus moderne pour l'établissement d'un certain nombre de leurs tâches, administratives ou statistiques.

Il faut aussi que les locaux dans lesquels les agents des finances exercent leur activité soient dignes d'une administration moderne et d'un pays comme le nôtre. Or, ce n'était pas le cas et ce ne l'est pas encore. Je me suis attaché personnellement à ce problème en demandant d'abord qu'une coordination soit établie entre les différentes administrations, ce qui paraît aller de soi, mais ce qui n'était pas jusqu'à maintenant pleinement réalisé. Une commission a été instituée qui a travaillé en 1962. Elle a formulé des normes, établi un programme et nous sommes entrés maintenant dans la voie d'un programme pluriannuel d'équipement immobilier des services financiers, ce qui leur permettra d'être plus accueillants encore vis-à-vis du public et d'exercer leur mission dans des conditions plus satisfaisantes.

Le dernier problème — évoqué par M. Kaspéreit — auquel je ne peux faire, à cette heure, qu'une rapide allusion, concerne la fusion en un seul ministère des services des affaires économiques et des services financiers. Certes, une réforme de cette nature peut appeler des critiques et des réserves. Les observations que j'ai pu faire au sein du ministère des finances depuis quelques années me conduisent, au contraire, à juger très opportune cette réforme que je n'ai pas décidée, puisqu'elle a été l'œuvre du Premier ministre.

On peut la présenter en disant que le commerce a été rattaché aux services financiers; on peut la présenter autrement en disant que les services économiques et les préoccupations économiques sont désormais entrés plus largement dans l'organisation traditionnelle de la rue de Rivoli. Cette évolution me paraît hautement souhaitable. Je ne crois pas que notre pays, ni quelque secteur de sa vie que ce soit, ait à gagner, soit d'une distinction trop nette, soit plus encore d'une opposition entre les conceptions économiques et financières.

Dans la manière dont cette réforme sera conduite et dont elle est déjà engagée, mon souci — les agents du ministère le savent parfaitement — est de faire pénétrer plus largement la préoccupation économique dans les services financiers traditionnels. Cela se traduira par un certain nombre de dispositions de réorganisation en ce qui concerne la structure des services, puisque nous pourrions avoir un dispositif plus léger et plus rationnel, et aussi par l'interpénétration des carrières entre les services économiques et les services financiers, afin que la compétence et l'expérience des uns puissent servir aux autres.

C'est le motif pour lequel nous procéderons à la fusion complète des corps d'administrateurs civils entre les services économiques et les services financiers pour que le passage d'un service à l'autre soit facilité.

Telles sont, mesdames, messieurs, les brèves explications que je voulais donner en commentaire du budget des services financiers.

Je remercie MM. les rapporteurs d'avoir souligné la difficulté des tâches auxquelles ces services font face et, pour la première fois, proposé d'y remédier. Si une solution pourra

être progressivement recherchée dans le développement des effectifs, elle est déjà largement trouvée grâce au dévouement avec lequel les personnels des administrations financières servent l'intérêt général. (Applaudissements.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le titre III de l'état B concernant le ministère des finances et des affaires économiques (II. — Services financiers), au chiffre de 61.114.381 F.

(Le titre III de l'état B, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le titre IV de l'état B concernant le ministère des finances et des affaires économiques (II. — Services financiers) au chiffre de 6.860.000 F.

(Le titre IV de l'état B, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des finances et des affaires économiques (II. — Services financiers), l'autorisation de programme au chiffre de 87.670.000 F.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix, pour le titre V de l'état C concernant le ministère des finances et des affaires économiques (II. — Services financiers), le crédit de paiement au chiffre de 23.640.000 F.

(Le crédit de paiement, mis aux voix, est adopté.)

[Article 54.]

M. le président. « Art. 54. — Les fonctionnaires du corps des experts économiques d'Etat en fonction au 31 décembre 1962 seront intégrés au ministère des finances et des affaires économiques dans le corps des commissaires aux prix.

« Un décret en Conseil d'Etat fixera les modalités suivant lesquelles sera effectuée cette intégration, qui prendra effet du 1^{er} janvier 1963. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 54.

(L'article 54, mis aux voix, est adopté.)

[Article 55.]

M. le président. Nous arrivons à l'article 55.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Louis Vallon, rapporteur général. Je demande que l'article 55 soit réservé ainsi que l'amendement 38 du Gouvernement, qui s'y rapporte.

M. le président. La réserve est de droit en application de l'article 95, alinéa 2, du règlement.

Nous avons terminé l'examen du budget des services financiers.

[Articles 18 et 19 (suite).]

Imprimerie nationale.

M. le président. Nous abordons maintenant l'examen du budget annexe de l'imprimerie nationale figurant aux articles 18 et 19 de la loi de finances.

Le temps global consacré à ce débat est de quinze minutes. La parole est à M. Louis Sallé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

M. Louis Sallé, rapporteur spécial. Mesdames, messieurs, les propositions de crédits qui vous sont faites pour 1963, dans le budget de l'imprimerie nationale, constituent, avec 89.500.000 francs, la quasi-reconstitution du budget de 1962. L'augmentation, d'une année sur l'autre, est seulement de 4.300.000 francs, c'est-à-dire de 5 p. 100 environ.

Les recettes de l'imprimerie nationale, qui équilibrent l'ensemble des dépenses, manifestent donc une progression qui, d'année en année, demeure marquée par une très grande régularité.

Mais si l'on rapproche la progression nominale de recettes, depuis quatre ans, de l'évolution des prix de gros au cours de la période considérée, on constate que l'accroissement réel moyen de la production n'a pas sensiblement dépassé 3 p. 100 par an.

La lenteur de l'expansion industrielle de l'établissement est donc manifeste. Elle est cependant justifiée, car l'imprimerie nationale n'est pas un établissement industriel normal. Elle ne procède pas, en particulier, à une prospection systématique d'une clientèle nouvelle.

Les perspectives d'activité, pour 1963, ont été appréciées essentiellement en fonction du volume des impressions commandées

par le ministère des postes et télécommunications et compte tenu de la réforme des imprimés comptables. Je dois ajouter à cet égard que la commission des impressions administratives, instituée par un décret du 4 décembre 1961 afin de planifier les travaux de l'imprimerie, sera amenée à se prononcer, dès le début de cette année, sur la liste des travaux qui seront susceptibles de mieux s'adapter au potentiel productif de l'établissement, tant au point de vue économique qu'au point de vue technique.

Il est donc possible qu'une nouvelle orientation soit donnée au plan de charge de l'imprimerie nationale à la suite des propositions faites au ministre par cette commission.

En ce qui concerne les dépenses, l'accroissement des crédits n'est pratiquement imputable qu'aux seules dépenses de personnel. L'accroissement des crédits de matériel est, en effet, presque négligeable. Il ne représente que 1 p. 100 par rapport à l'exercice précédent et résulte surtout de la progression des amortissements qui sont prévus sur les immobilisations.

Je me bornerai donc à rappeler les causes principales de l'augmentation des dépenses de personnel.

Ces dépenses progressent de près de trois millions de francs par rapport à 1962, c'est-à-dire de près de 11 p. 100. Sur ce total, une part importante résulte de l'amélioration des rémunérations de la fonction publique ou de la majoration des salaires. Mais il s'agit d'un accroissement de crédit automatique puisqu'il traduit les augmentations de rémunérations consenties en 1962.

Plus significative est certainement, à cet égard, l'évolution des effectifs employés par l'imprimerie.

L'effectif des personnels soumis au statut de la fonction publique témoigne d'une remarquable stabilité. Une légère diminution sera même enregistrée dans le courant de l'année.

En revanche, les dépenses relatives au personnel ouvrier de l'imprimerie nationale constituent la source principale de l'augmentation des crédits et traduisent l'augmentation envisagée des effectifs.

L'effectif global a augmenté, de 1958 à 1962, d'environ 180 personnes. Cette année encore, des crédits supplémentaires de 891.000 francs sont proposés pour permettre de nouveaux recrutements qui doivent porter principalement sur des ouvriers temporaires.

A ce sujet, je dois rappeler que lors de l'examen des crédits de 1962, le rapporteur spécial de ce budget avait souligné le doublement de la dotation pour heures supplémentaires. A cette époque, l'imprimerie nationale justifiait l'augmentation de ce crédit par le sentiment de prudence que lui inspiraient une mécanisation toujours plus poussée de ses ateliers ainsi que l'accroissement de la vitesse d'utilisation de son matériel. C'est pourquoi, pour faire face à l'augmentation du volume de travail, il avait été fait appel à une augmentation de la dotation pour heures supplémentaires plutôt qu'à un renforcement des effectifs.

Votre commission des finances s'étonne que dans le budget de 1963 figurent à la fois une nouvelle demande de majoration des crédits pour heures supplémentaires et une dotation pour recrutement de personnels ouvriers.

Telles sont les principales observations que mérite l'examen des dépenses d'exploitation de l'imprimerie nationale.

Quant aux dépenses d'investissement de l'établissement, elles accusent, par rapport à 1962, une diminution de plus de 17 p. 100 et n'atteignent plus, dans le budget qui nous est soumis, que 3.045.000 francs, tant en autorisations de programme qu'en crédits de paiement.

Les opérations nouvelles ne concernent que l'acquisition de divers matériels et la poursuite de l'aménagement des ateliers qui doivent abriter ces machines.

La seule perturbation apportée au programme d'investissement de six ans qui couvre les années 1960 à 1965 a été, en 1962, l'extension prioritaire de l'atelier dans lequel est imprimé l'annuaire téléphonique, opération qui a justifié le prélèvement, sur les crédits déjà ouverts, d'une dotation de deux millions et demi de francs qui sera progressivement régularisée.

Je voudrais enfin souligner que, pour la première fois, les annuités d'amortissement pratiquées pour 1963 sur les immobilisations existantes de l'imprimerie nationale, se révèlent suffisantes pour couvrir les dépenses d'investissement de l'année, sans qu'il soit besoin de procéder à un prélèvement sur l'excédent bénéficiaire de la section « exploitation ».

Les amortissements ont, en effet, été fortement accrus par les investissements réalisés depuis plusieurs années et, d'autre part, les investissements nouveaux se trouvent désormais stabilisés à ce que l'on pourrait appeler leur régime de croisière.

Au-delà des observations générales qu'appelait l'analyse de ce budget annexe, je crois nécessaire d'appeler votre attention sur les problèmes qui préoccupent les entreprises privées dans le secteur de l'imprimerie. Il s'agit du régime

fiscal de l'imprimerie nationale, du niveau élevé des salaires qu'elle sert à son personnel et du privilège dont elle jouit à l'égard des commandes de l'administration.

Sur le premier point, celui du régime fiscal de l'établissement, votre commission des finances avait, l'an dernier, exprimé le vœu de voir assimiler l'imprimerie nationale à l'ensemble des entreprises dépendant de l'industrie du livre, en ce qui concerne au moins son assujettissement à la taxe d'apprentissage. Il est certain que le fait pour l'imprimerie nationale de recruter sur concours la majeure partie de son personnel parmi les ouvriers à la qualification desquels elle n'a pas participé, est anormal et que l'avantage fiscal qui lui est reconnu peut, à cet égard, ne pas être considéré comme justifié.

Aucune disposition d'assimilation n'étant intervenue depuis l'an dernier, votre commission des finances souhaiterait que la question soit examinée rapidement et résolue dans le sens demandé.

En second lieu, les entreprises du secteur privé de l'imprimerie se plaignent du niveau élevé des salaires servis par l'imprimerie nationale à son personnel et de la concurrence que cet établissement exerce à leur égard, de façon irrésistible, en ce qui concerne le recrutement des ouvriers qualifiés. La Cour des comptes, dans son rapport public relatif à l'année 1959, avait évoqué cette question sans conclure d'ailleurs de façon définitive.

Aucun élément supplémentaire d'information ne m'a permis de faire, sur ce problème, toute la lumière désirable et j'estime, en conséquence, qu'il est prématuré de formuler un jugement personnel.

Enfin, l'imprimerie nationale est parfois soumise à des critiques au sujet des tarifs qu'elle est amenée à pratiquer. En effet, on a pu considérer que le privilège dont jouit cet établissement à l'égard de la clientèle des administrations, qui lui procure les neuf dixièmes de ses recettes, lui permet d'être pratiquement maîtresse de ses prix. Dès lors la question peut se poser de savoir si ses excédents de recettes sont la conséquence d'une exploitation rentable ou s'ils résultent des prix élevés imposés aux administrations clientes.

En réalité, la comparaison avec les entreprises privées est assez difficile et, dans une certaine mesure, peu significative. D'ailleurs, les tarifs prévus par l'imprimerie nationale sont parfois supérieurs à ceux de l'industrie privée, mais parfois aussi inférieurs. Ils sont en moyenne d'un niveau extrêmement voisin.

Ce qu'il convient de rappeler, c'est que l'imprimerie nationale, bien qu'entreprise industrielle, demeure un service public qui poursuit, avant tout, un objectif d'intérêt général : la satisfaction permanente des besoins des administrations publiques. Il ne faut pas oublier que la direction de l'établissement perd ainsi deux prérogatives essentielles du chef de l'entreprise industrielle : d'une part, le choix de la clientèle la mieux adaptée au potentiel technique de l'entreprise et, d'autre part, la possibilité de spécialiser l'établissement dans les activités les plus rentables.

Enfin, comment ne pas rappeler que l'imprimerie est assujettie, par sa qualité de service en régie directe, aux règles administratives et budgétaires des administrations publiques ?

C'est avec les précautions que doit inspirer l'évocation de ces problèmes généraux qu'il convient de juger les objectifs traduits dans le budget de l'imprimerie nationale dont je vous propose l'adoption au nom de votre commission des finances. *(Applaudissements.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix les crédits des services votés, inscrits à l'article 18, au titre du budget annexe de l'imprimerie nationale, au chiffre de 79.976.539 F.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. Je mets aux voix l'autorisation de programme inscrite au paragraphe I de l'article 19 — mesures nouvelles — au titre du budget annexe de l'imprimerie nationale, au chiffre de 4.700.000 F.

(L'autorisation de programme, mise aux voix, est adoptée.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits inscrits au paragraphe II de l'article 19 — services votés — au titre du budget annexe de l'imprimerie nationale, au chiffre de 9.523.411 F.

(Ces crédits, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 4 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1963 (2^e partie) (n° 22) (rapport n° 25 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan) :

Education nationale et amendement n° 35 du Gouvernement :

Education nationale (annexe n° 12. — M. Chapalain, rapporteur spécial ; avis n° 98 de M. Guillon, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

Constructions scolaires (annexe n° 12. — M. Weinman, rapporteur spécial ; avis n° 57 de M. Richet, au nom de la commission de la production et des échanges ; avis n° 98 de M. Meunier, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

Jeunesse et sports (annexe n° 12. — M. Vivien, rapporteur spécial ; avis n° 98 de M. Flornoy, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures trente-cinq minutes.)

Le Chef de service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.